

Analyse Approfondie de la Sécurité Alimentaire et de la Vulnérabilité (AASAV)

République du Congo



Juillet 2010



République du Congo
Analyse Approfondie de la Sécurité Alimentaire et de la
Vulnérabilité (AASAV)

Données de Mai-Juin et Août-Septembre 2009

Préparé par Patrick Vinck, Guy Obama

Juillet 2010

© Programme Alimentaire Mondial, Service de analyse de Sécurité Alimentaire (VAM)

Photo couverture: © WFP/Marcus Prior

Programme alimentaire mondial des Nations Unies

Siège social: Via C.G. Viola 68, Parco de' Medici, 00148, Rome, Italie

Toutes les informations sur le service d'Analyse de la Sécurité Alimentaire (VAM) et les rapports sont en format électronique sur <http://www.wfp.org/foodsecurity> ou wfp.vaminfo@wfp.org

Pour plus d'informations, contacter :

Bureau du PAM au Congo :

Alix LORISTON	alix.loriston@wfp.org
Michel LAGUESSE	michel.laguesse@wfp.org
Angele AYENOUE	angele.ayenoue@wfp.org

Bureau Régional

Sory OUANE	sory.ouane@wfp.org
Abdirahman Meygag	Abdirahman.Meygag@wfp.org
Mark GORDON	mark.gordon@wfp.org

Siège social du PAM à Rome, Italie

Arif Husain	arif.husain@wfp.org
Chiara Brunelli	chiara.brunelli@wfp.org
Cinzia Papavero	cinzia.papavero@wfp.org
Claudia AhPoe	claudia.ahpoe@wfp.org
Sabine Bonghi	sabine.bonghi@wfp.org

Ce document a été produit avec le soutien financier de l'Union Européenne. Les vues exprimées ne reflètent en aucun cas l'opinion officielle du donateur.

REMERCIEMENTS

Cette étude a été rendue possible par la collaboration entre le Programme Alimentaire Mondial (PAM) des Nations Unies et le Gouvernement de la République du Congo. Plusieurs partenaires doivent être remerciés pour leur appui indispensable. La FAO et l'UNICEF ont contribué à l'élaboration des outils de collecte des données. Le siège du PAM à Rome et le Bureau Régional (OMJ/ODK) ont apporté un appui technique pour la préparation et la mise en œuvre de l'étude, et l'analyse des données. L'Union Européenne a apporté un appui financier sans lequel cette enquête n'aurait pu être réalisée. Nous remercions les superviseurs et enquêteurs, l'équipe de coordination, Angele Ayenoue, Rodolphe Okombo Imongui, Patrice Badibanga, David Mudilo, Kayo Takenoshita, Bruno Bindoumou, et le consultant national Monsieur Tony Louppé, qui ont travaillé sur le terrain dans des conditions parfois très difficiles.

Enfin, nous souhaitons remercier les communautés, villages, ménages et individuels qui ont accepté de participer à cette étude. Nous espérons que les résultats présentés dans ce rapport représentent fidèlement les milliers d'heures d'interview qu'ils ont bien voulu nous accorder.

TABLE DES MATIÈRES

Résumé Exécutif	6
Introduction	10
Objectifs et Méthodologie.....	11
Objectifs	11
Modèle Conceptuel et Définitions.....	11
Méthodologie	12
Capital Social et Humain	16
Caractéristiques Démographiques	16
Education	16
Hygiène et Santé	17
Capital Naturel	18
Climat.....	18
Production Agricole et Terres Arables.....	18
Elevage.....	19
Capital Physique	20
Conditions de Logement.....	20
Biens Matériels et Indice de Richesse	22
Capital économique et Groupes de Stratégie de Subsistance	25
Revenus et Activités	25
Groupes de Stratégies de subsistance	27
Migrations	30
Dépenses	31
Risques et Vulnérabilité	35
Approche Méthodologique	35
Chocs	35
Autres Risques.....	37
Stratégie de Survie.....	37
Assistance	39
Consommation et Sécurité Alimentaire	40
Diversité et Sources Alimentaire.....	40
Groupes de Consommation Alimentaire.....	43
Caractéristiques des Classes de Consommation Alimentaire.....	45
Analyse Multivariées des Causes De l'Insécurité Alimentaire	48
Conclusions et Recommandations	51
Profils Synthétiques de l'Insécurité Alimentaire	51
Recommandations	52

LIST OF TABLES AND FIGURES

Table 1: Principales Cultures	19
Table 2: Principale Source d'Eau de Boisson	21
Table 3: Distribution Géographique des Groupes de Stratégies de Subsistance	30
Table 4: Caractéristiques Associées aux Quintiles des Dépenses	33
Table 5: Principaux Chocs	36
Table 6: Moyennes de Consommation Hebdomadaire (Jours) par Classe de Consommation	45
Table 7: Niveau d'Education et Classes de Consommation Alimentaire (% Ménages)	47
Table 8: Revenus et Dépenses par Classes de Consommation Alimentaire (% Ménages)	48
Figure 1: Cadre Conceptuel de Vulnérabilité et Sécurité Alimentaire	12
Figure 2: Échantillon	13
Figure 3: Niveau d'Education	16
Figure 4: Saisons	18
Figure 5: Nombre d'UBT Moyen	19
Figure 6: Proportion de Ménages par Quintiles d'Indice de Richesse par Départements	23
Figure 7: Evolution de Variables par Quintiles d'Indice de Richesse	23
Figure 8: Evolution de Variables par Quintiles de Richesse	24
Figure 9: Revenu Mensuel Moyen par Départements	26
Figure 10: Saisonnalité des Activités	26
Figure 11: Caractéristiques des Groupes de Stratégies de Subsistance	27
Figure 12: Contribution des Activités (%) aux Groupes de Stratégies de Subsistance	29
Figure 13: Revenus Mensuels Moyens (francs CFA) par Groupes de Stratégies de Subsistance....	29
Figure 14: Dépenses Alimentaires et Non-alimentaires	32
Figure 15: Structure des Dépenses des Ménages	32
Figure 16: Calendrier des Problèmes à Satisfaire les Besoins Alimentaires.....	36
Figure 17: Stratégies de Survie	38
Figure 18: Indice de Stratégie de Survie Réduit	39
Figure 19 Nombre de Repas Moyen (% ménages)	40
Figure 20: Consommation des Groupes d'Aliments	41
Figure 21: Consommation Alimentaire par Groupes de Stratégies de Subsistance	41
Figure 22: Consommation Alimentaire par Quintiles de Richesse	42
Figure 23: Consommation Alimentaire par Départements.....	42
Figure 24: Utilisation des Sources Alimentaires au Cours de l'Année	43
Figure 25: Fréquence et Diversité de la Consommation Alimentaire par Classe de Consommation	45
Figure 26: Distribution Géographique des Classes de Consommation Alimentaire (% Ménages) ..	46
Figure 27: Classes de Consommation Alimentaire par Stratégies de Subsistance (% Ménages) ...	47
Figure 28: Classes de Consommation Alimentaire par Indice de Richesse (% Ménages)	48

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Malgré des revenus importants générés par l'exploitation du pétrole et une croissance économique rapide dans les années 80, les troubles sociopolitiques et conflit de 1993 à 2002 font que le Congo reste confronté à d'importants problèmes de pauvreté et de sécurité alimentaire. Près d'un enfant de moins de 5 ans sur trois souffre de malnutrition chronique. Et pourtant, moins de 2% des terres arables sont cultivées.

Devant ce constat, il est important de renouveler l'engagement des différents acteurs envers l'amélioration de la sécurité alimentaire des populations vulnérables. Cette étude avait pour objectif de (1) contribuer à une meilleure identification géographique et socio-économique des groupes de population qui sont en insécurité alimentaire ou vulnérables à l'insécurité alimentaire, (2) déterminer la nature et les causes de l'insécurité alimentaire, et (3) Identifier les risques et contraintes à l'amélioration de la sécurité alimentaire ainsi que les moyens d'assistance.

Méthodologie

Le présent rapport se base sur les résultats d'une enquête de terrain portant sur un échantillon de 3.285 ménages en République du Congo. L'enquête a été conduite entre Mai et Juin 2009 en milieu urbain (Brazzaville et Pointe-Noire), et entre Août et Septembre 2009 en milieu rural. Un total de 11 strates qui couvrent l'ensemble des 12 Départements de pays ont été définies, à raison d'une strate par Département sauf pour Cuvette et Cuvette-Ouest, ces 2 Départements ayant été regroupés en une seule strate pour des raisons pratiques. Au sein de chaque strate, une stratégie d'échantillonnage stratifié et tiré à 2 degrés a été utilisée. Bien que conduite aussi rigoureusement que possible, plusieurs limitations inhérentes à ce type d'étude sont discutées dans le texte.

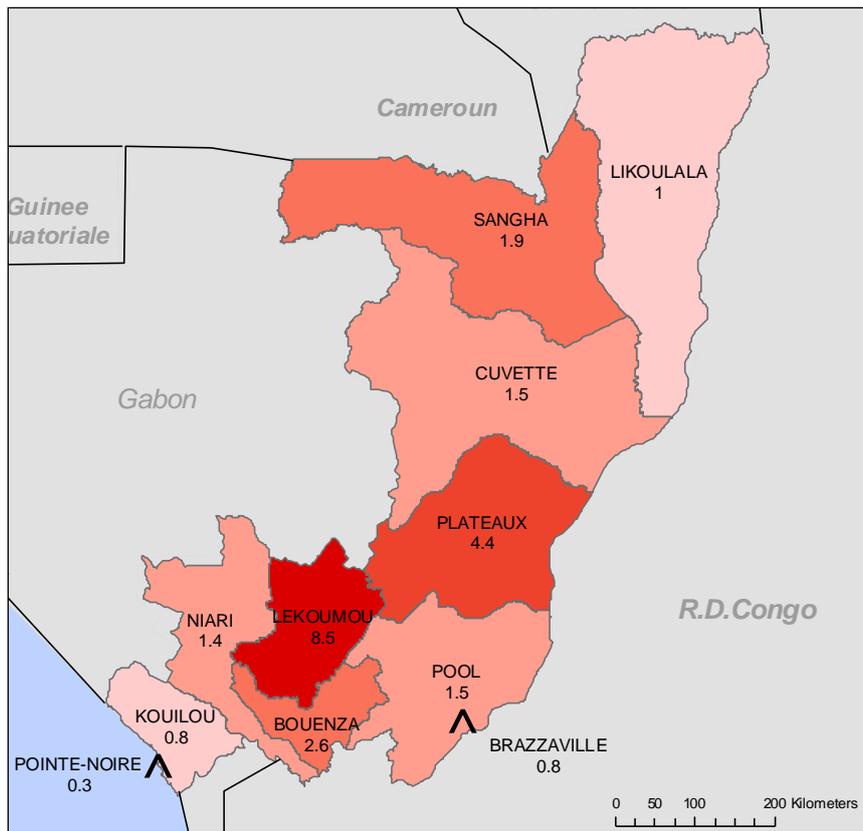
Résultats

Pour l'ensemble de la population, 7,8% des ménages, soit 216 000 personnes, sont considérées en insécurité alimentaire, dont 1,3% ayant une sécurité alimentaire faible, soit 37 000 personnes, et 6,5% ayant une sécurité alimentaire modérée, soit 179 000 personnes. L'insécurité alimentaire est définie sur base d'un score de consommation calculé pour la semaine précédente l'enquête. Il s'agit donc d'une mesure ponctuelle.

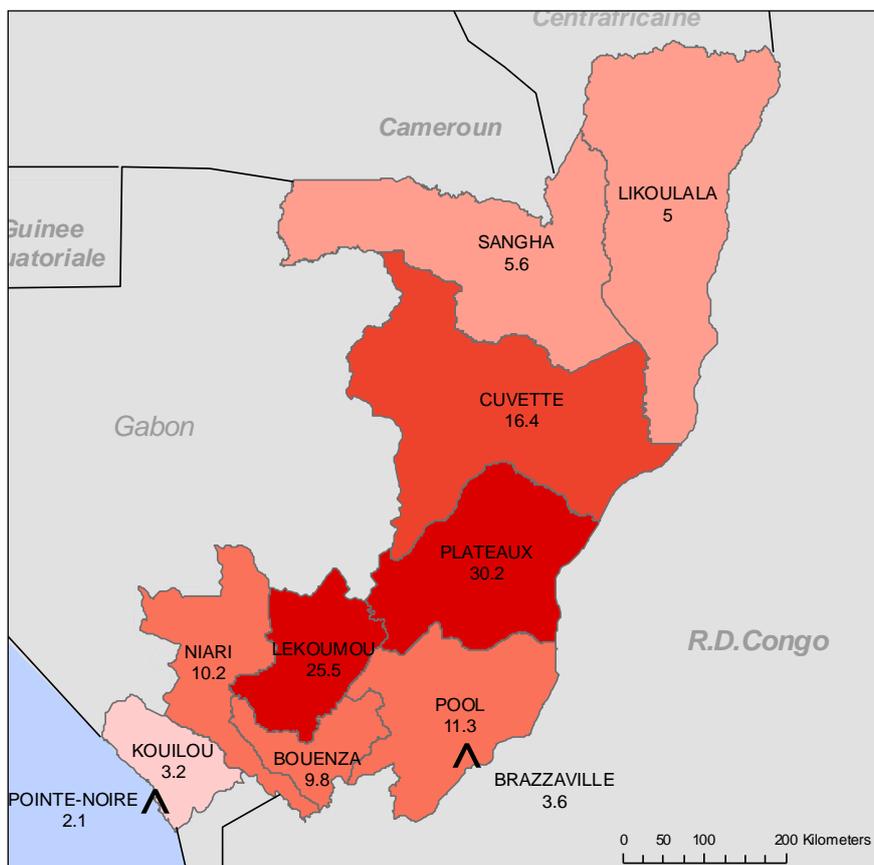
D'un point de vue prévalence de l'insécurité alimentaire **en milieu rural**, les priorités géographiques sont les Départements de Lekoumou, Cuvette, et Plateaux. Dans ces trois Départements, plus de 15% des ménages ont une consommation alimentaire faible ou limite. Ensemble ces trois Départements en milieu rural regroupent 43% de tous les ménages avec une consommation alimentaire faible. Toujours en zone rurale, le Département de Likouala constitue un deuxième niveau de priorité. Bien que les indicateurs de consommation alimentaire soient dans la moyenne, le Département de Likouala a une très forte proportion de ménages dans les plus pauvres quintiles de richesses, et a généralement parmi les moins bons indicateurs liés à la pauvreté, tels que les matériaux de construction, l'accès à l'eau, ou l'absence de latrines.

En **milieu urbain**, Brazzaville constitue une zone prioritaire. Bien que la prévalence de ménages en insécurité alimentaire n'y soit que de 0,3%, la ville comprend 20% de tous les ménages en insécurité alimentaire. Ceci est dû à la forte concentration de la population dans cette zone. Les caractéristiques de l'insécurité alimentaire en zone urbaine peuvent être fortement différentes de celles en milieu rural.

Prévalence des Ménages (%) avec un Score de Consommation Pauvre



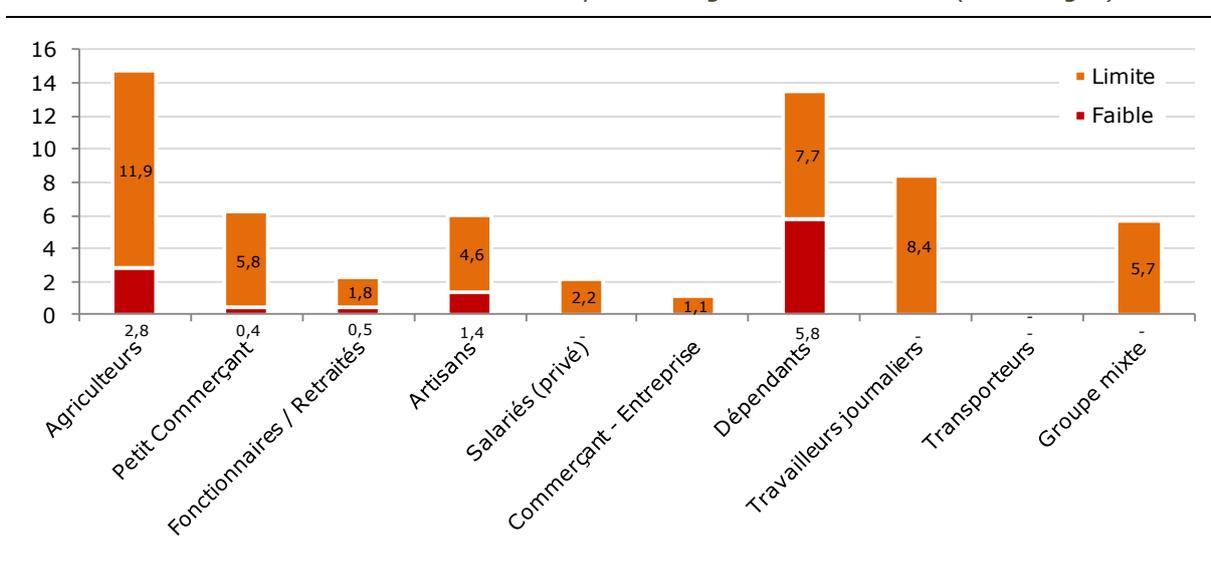
Prévalence des Ménages (%) avec un Score de Consommation Pauvre ou Limite



Afin de mieux comprendre les caractéristiques de l'insécurité alimentaire, plusieurs analyses ont été conduites. Sur base des caractéristiques des activités entreprises par les ménages pour subvenir à leurs besoins, dix groupes de stratégies de subsistance ont été définis. Ils sont, par taille : (1) Agriculteurs, (2) Fonctionnaires / Retraités, (3) Petit Commerçant, (4) Salariés (privé), (5) Artisans, (6) Commerçant – Entreprise, (7) Travailleurs journaliers, (8) Dépendants, (9) Transporteurs, et (10) Groupe mixte. Les deux plus grands groupes (Agriculteurs et Fonctionnaires) comprennent près de la moitié de la population (48%).

Parmi les groupes de stratégie de subsistance les Agriculteurs (14,7%) et Dépendants (13,5%) sont les seuls groupes à avoir plus de 10% des ménages avec une consommation alimentaire faible ou limite. Ces deux groupes ont en outre une forte proportion de ménages dans les quintiles les plus pauvres de l'indice de richesse et indice des dépenses. Les caractéristiques de ces groupes sont discutées dans le chapitre sur le capital économique, mais il est important de préciser que si les Agriculteurs sont logiquement principalement situés dans les zones rurales, plus de 40% des Dépendants se trouvent à Brazzaville.

Classes de Consommation Alimentaire par Stratégies de Subsistance (% Ménages)



Outre la distribution géographique et les stratégies de subsistance, plusieurs facteurs sont associés avec la sécurité alimentaire :

1. **L'âge du chef de ménage** : chaque année additionnelle se traduit par une diminution du score de consommation d'un coefficient de 0,09.
2. **Alphabétisation** du chef de ménage : les ménages dirigés par un individu qui sait lire et écrire ont, en moyenne, un score de consommation supérieur.
3. Une augmentation de **l'indice de richesse** et des **dépenses alimentaires mensuelles** se traduit par une augmentation du score de consommation, suggérant un lien entre pauvreté et sécurité alimentaire.
4. Une augmentation de l'indice de **stratégie de survie**, c'est-à-dire une utilisation accrue de ces mécanismes, se traduit par une diminution du score de consommation. Ceci confirme le lien entre un choc qui force le ménage à utiliser des stratégies de survie et leur sécurité alimentaire.
5. Tout autre facteur maintenu constant, **l'accès à la terre** se traduit par un meilleur score de consommation.

6. Parmi les **Départements** (strates), et considérant la ville de Pointe-Noire comme référence, tous les Départements ont un score de consommation statistiquement inférieur à la référence, sauf Kouilou, où la différence n'est pas statistiquement significative. L'analyse des coefficients suggère que c'est dans les Départements de Lekoumou, Plateaux, et Cuvette que le score est le plus faible.

Conclusions et Recommandations

Sur base des priorités géographiques et de stratégies de survie, les deux grands groupes prioritaires sont (1) les ménages Agriculteurs dans les Départements de Lekoumou, Plateaux, et Cuvette, et (2) les Dépendants à Brazzaville. D'autres facteurs à prendre en compte sont ceux identifiés dans l'analyse des variables associés à l'insécurité alimentaire, y compris l'âge et le niveau d'éducation du chef de ménage (alphabétisation), et le statut économique (indice de richesse, niveaux des dépenses). Les principaux axes d'interventions proposés sont :

1. Renforcer la production agricole

Cible : Agriculteurs, Départements de Lekoumou, Plateaux, et Cuvette

Les Agriculteurs sont le groupe le plus sensible à l'insécurité alimentaire dans les zones rurales. Plus que tout autre groupe, ils dépendent de leur propre production pour assurer leur subsistance. Considérant la faible mise en valeur des terres et les possibilités d'intensification de la production agricole, il est important d'investir dans la vulgarisation agricole, l'amélioration de l'accès aux intrants, y compris les semences améliorées, et l'amélioration de l'accès aux marchés pour assurer le revenu des Agriculteurs.

2. Améliorer l'accès à des sources d'eaux protégées et des sanitaires adéquats

Cible : Agriculteurs, Départements de Lekoumou, Plateaux, et Cuvette

les zones prioritaires ont toutes parmi les plus mauvais indicateurs en matière d'accès à l'eau et l'utilisation de latrines. Il est important d'investir dans la vulgarisation et le développement des infrastructures.

3. Supporter et renforcer les systèmes d'entraide et réseaux sociaux

Cible : Dépendants, Brazzaville

L'entraide communautaire est la principale source de support pour les ménages au Congo, particulièrement les Dépendants. Il est nécessaire de travailler avec le gouvernement et la société civile pour s'assurer que les plus vulnérables ont accès à des services de base et au moins l'aide alimentaire nécessaire.

4. Renforcer le suivi des prix dans le cadre d'un système d'alerte précoce

Cible : Tous

La population de la République du Congo dépend fortement des marchés pour son approvisionnement alimentaire, même les Agriculteurs. La hausse des prix est identifiée comme un des chocs les plus fréquents, avec des effets à long terme. Il est important d'assurer un suivi national des prix et d'informer le marché sur la valeur des aliments. Une hausse rapide des prix doit être adressée via des mécanismes de stabilisation, par exemple via l'utilisation de réserves alimentaires.

De façon plus générale, il importe de renforcer la place de la sécurité alimentaire dans une politique intégrée de développement humain durable. La production pétrolière est sur le déclin, et les revenus sont sensibles à la volatilité des prix sur le marché international. Les revenus du pétrole doivent être investis pour une diversification et stabilisation de l'économie, y compris le secteur agricole, et le développement du capital humain, principalement par l'appui des services d'éducation et de santé.

INTRODUCTION

Le Congo est un pays à revenu intermédiaire, il occupe le 136^{ème} rang selon l'Indice du Développement Humain de 2009. La situation économique du pays reste marquée par une faible diversification des bases productives et une forte dépendance à l'égard du pétrole. L'exploitation du pétrole a permis une forte croissance économique au cours des années 80, mais une combinaison d'emprunts et de déficits chroniques budgétaires ont conduit à une crise politique et économique. De 1992 à 2002, la République du Congo a en outre connu des troubles sociopolitiques qui ont conduit à la destruction des infrastructures, du cheptel existant et des récoltes, au pillage des biens, et à des déplacements massifs de populations vers des zones plus sécurisées. La conséquence majeure de ce choc a été l'aggravation de l'insécurité alimentaire non seulement dans les Départements affectés par les conflits, mais aussi au niveau national.

Depuis la fin des conflits, le Congo s'est engagé dans une dynamique de développement, orientée vers la lutte contre la pauvreté et contre plusieurs pandémies comme le VIH/SIDA mais aussi vers l'amélioration de la sécurité alimentaire des populations vulnérables. Toutefois, les défis restent nombreux. L'économie continue à être principalement basée sur l'industrie du pétrole, alors que l'agriculture reste une agriculture de subsistance qui contribue pour moins de 5% au Produit National Brut. La disponibilité alimentaire est particulièrement affectée par l'insuffisance de la production agricole locale et la dépendance quasi-totale vis-à-vis des importations alimentaires extérieures. Cette dépendance a entraîné une inflation importante des prix des denrées alimentaires, et plus de la moitié de la population (50.7%) vit sous le seuil de pauvreté de \$1 par jour. Les performances dans le secteur de l'éducation et de la santé restent limitées, avec, par exemple, des épidémies récurrentes de choléra et de fièvre typhoïde, dues à une faible disponibilité en eau potable. Près d'un enfant de moins de 5 ans sur trois souffre de malnutrition chronique. Et pourtant, moins de 2% des terres arables sont cultivées.

Devant ce constat, il est important de renouveler l'engagement des différents acteurs envers l'amélioration de la sécurité alimentaire des populations vulnérables. Toutefois, il n'existe pas de données de références pour permettre de mieux cerner l'ampleur et la localisation de l'insécurité alimentaire, c'est pourquoi la présente étude a été entreprise.

L'objectif est de (1) contribuer à une meilleure identification géographique et socio-économique des groupes de population qui sont en insécurité alimentaire ou vulnérables à l'insécurité alimentaire, (2) déterminer la nature et les causes de l'insécurité alimentaire, et (3) Identifier les risques et contraintes à l'amélioration de la sécurité alimentaire ainsi que les moyens d'assistance.

OBJECTIFS ET MÉTHODOLOGIE

OBJECTIFS

L'objectif général de cette Analyse Approfondie de la Sécurité Alimentaire et de la Vulnérabilité (AASAV) en République du Congo est d'améliorer la compréhension des problèmes de sécurité alimentaire dans le pays afin de guider l'élaboration de projets et programmes d'aide aussi bien alimentaire que non-alimentaire. L'AASAV permet de fournir des données de référence détaillées au Gouvernement Congolais, et ses partenaires œuvrant dans le domaine du développement et de la sécurité alimentaire. Le Programme Alimentaire Mondial a conduit plus de 35 études similaires dans le monde avec ses partenaires locaux. Il s'agit de la première étude de ce type en République du Congo.

Plus spécifiquement, les objectifs de l'AASAV sont de:

1. Contribuer à une meilleure identification géographique et socio-économique des groupes de population qui sont en insécurité alimentaire ou vulnérables à l'insécurité alimentaire
 - Quels sont les ménages en insécurité alimentaire ?
 - Combien de ménages sont en insécurité alimentaire ?
 - Où vivent les ménages en insécurité alimentaire ?
2. Déterminer la nature et les causes de l'insécurité alimentaire
 - Pourquoi ces ménages sont-ils en insécurité alimentaire ?
 - Quelles sont les stratégies de compensation adoptées par les ménages (face aux chocs subis) ?
 - Quelles sont les opportunités et risques potentiels (vulnérabilité) ?
3. Identifier les risques et contraintes à l'amélioration de la sécurité alimentaire ainsi que les moyens d'assistance.
 - Quelles sont les interventions recommandées ?

MODÈLE CONCEPTUEL ET DÉFINITIONS

Pour atteindre ces objectifs, l'EBSAN utilise un cadre conceptuel de la vulnérabilité et de la sécurité alimentaire tel que présenté dans la Figure 1. Ce cadre conceptuel fournit des informations sur les indicateurs à utiliser dans l'analyse et le ciblage des personnes en insécurité alimentaire, mais aussi sur l'élaboration des instruments d'évaluation sur le terrain. Ce rapport suit la même logique et présente en premier les différentes ressources ou capitaux disponibles auprès des ménages: humain, social, physique, naturel et économique. Le niveau de dotation de ces capitaux et la manière de les utiliser déterminent les stratégies de subsistance des ménages.

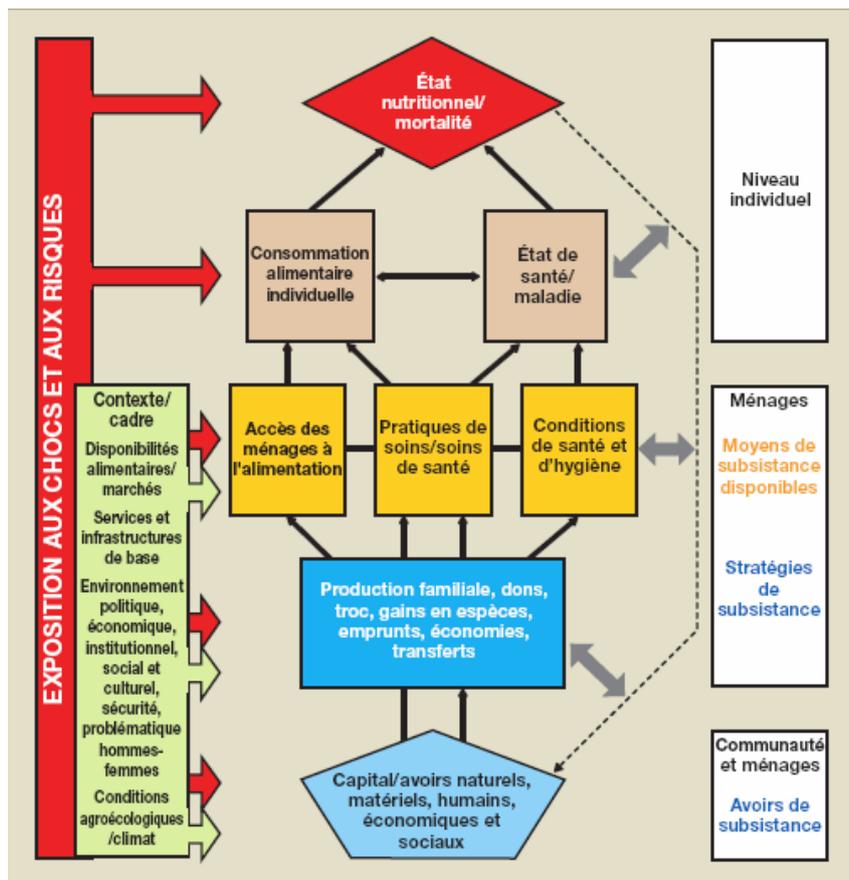
Le niveau de sécurité alimentaire est fonction de la mise en œuvre de ces différents capitaux et des stratégies de subsistance adoptées par les ménages, y compris les activités de subsistance et les activités à travers lesquelles les personnes accèdent à la nourriture ou aux revenus leur permettant d'acheter de la nourriture. La sécurité alimentaire existe lorsque « toute personne, à tout temps, à un accès économique et physique à une nourriture suffisante, saine et nutritive, leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active, »¹. Les disponibilités alimentaires, l'accès à l'alimentation et l'utilisation de celle-ci sont des facteurs clés de la sécurité alimentaire des ménages et sont associés aux avoirs

¹ Plan d'action du Sommet Mondial de l'Alimentation, paragraphe 1, 1996

des ménages, à leurs stratégies de subsistance ainsi qu'à l'environnement politique, social, institutionnel, économique et agro-écologique.

Enfin, la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire est fonction de la fréquence et de la gravité des menaces d'origine naturelle ou humaine et de leur portée socioéconomique et géographique. La capacité de réaction d'un ménage dépend du niveau de ses avoirs (naturels, matériels, économiques, humains, sociaux, politiques), du niveau de sa production, de ses revenus, de sa consommation, des moyens dont il dispose pour diversifier ses sources de revenus/consommation en vue d'atténuer les effets de catastrophes susceptibles de survenir à tout moment.

Figure 1: Cadre Conceptuel de Vulnérabilité et Sécurité Alimentaire ²



MÉTHODOLOGIE

Le présent rapport se base sur les résultats d'une enquête de terrain portant sur un échantillon de 3.285 ménages en République du Congo. L'enquête a été conduite entre Mai et Juin 2009 en milieu urbain (Brazzaville et Pointe-Noire), et entre Août et Septembre 2009 en milieu rural. Un total de 42 enquêteurs, et 28 chefs d'équipe ont été mobilisés sur le terrain. Les agents de terrain ont été préalablement formés pendant une semaine avec un pré-test sur le terrain.

Échantillonnage

Un des buts de l'AASAV est de présenter des données statistiquement représentatives à un niveau plus détaillé que des statistiques nationales. Un total de 11 strates qui couvrent l'ensemble des 12 Départements de pays ont été définies, à raison d'une strate par Département sauf pour Cuvette et Cuvette-Ouest, ces 2 Départements ayant été regroupés en une seule strate pour des raisons pratiques.

² WFP (2008) Comprehensive Food Security & Vulnerability Assessment (CFSVA) Guidelines

Au sein de chaque strate, une stratégie d'échantillonnage stratifié et tiré à 2 degrés a été utilisée. Au premier degré, un total de 25 grappes (ZD/Villages) a été échantillonné par strate - avec une probabilité proportionnelle à la taille de la population sur base des données du recensement de 2007. Au second degré, 12 ménages ont été aléatoirement sélectionnés par grappe. En milieu rural, les ménages ont été échantillonnés en utilisant la méthode EPI standard. La méthode consiste à choisir aléatoirement une direction depuis le centre du village et à sélectionner aléatoirement les ménages dans cette direction. En milieu urbain, un degré d'échantillonnage supplémentaire a été utilisé : au sein de chaque grappe, un tirage aléatoire de 3-4 blocs a été effectué sur base d'une liste de tous les blocs. Au sein des blocs sélectionnés, une liste des ménages a été établie et utilisée pour la sélection des ménages participants à l'enquête.

Figure 2: Échantillon



Pour chaque strate, la taille prévue de l'échantillon était d'environ 300 enquêtes, soit 3,300 interviews au total. Au final, en milieu urbain (Brazzaville et Pointe-Noire), 574 ménages ont été interviewés. Dans les autres Départements (milieu rural), 2.711 ménages ont été interviewés. L'échantillon total est donc de 3,285 ménages. Outre l'enquête des ménages, 11 entretiens avec des informateurs clés, 22 groupes de discussions semi-structurées, 11 entretiens marchés et 22 entretiens avec des Commerçants ont été réalisés en milieu urbain. En milieu rural, il y a eu 232 entretiens avec des informateurs clés, 17 entretiens marchés et 20 entretiens avec des Commerçants.

Instruments

Plusieurs questionnaires ont été développés pour la collecte des données : pour les ménages, les informateurs clés au niveau des communautés, les marchés, les Commerçants et les groupes de discussions semi-structurées. Ces questionnaires sont des outils de collecte standardisés du PAM qui ont été adaptés au contexte congolais avec l'appui des partenaires locaux. Les questionnaires ont été développés en français et administrés en langues locales. Il n'était pas possible de procéder à une traduction dans toutes les langues locales. Toutefois, les questions et leur traduction ont été longuement discutées lors de la formation des enquêteurs.

Le principal instrument de l'enquête, le questionnaire des ménages, comprend 10 sections : (1) Démographie et santé, (2) Logement, (3) Eau, hygiène et assainissement, (4) Biens possédés, (5) Agriculture, (6) Moyens de subsistance, crédit et revenus, (7) Consommation alimentaire et dépenses, (8) Chocs et stratégies de compensation, (9) Aide, et (10) Migrations et déplacements. Le questionnaire pour les informateurs clés comprend 7 sections : (1) Localisation du village/infrastructure, (2) Education, (3) Infrastructure sanitaire, (4) Marchés, (5) Crédit, (6) Campagne agricole, (7) Assistance et priorité.

Le questionnaire pour les Commerçants comprend 6 sections : (1) Caractéristiques générales du vendeur, (2) Volume et circulation du principal produit vendu, (3) Contraintes et capacités de réponse, (4) Prêts et stocks stratégiques, (5) Prix et coût des transactions, (6) Tendances de prix. En outre un court questionnaire a été établi pour les marchés, comprenant la disponibilité et prix des biens sur les marchés. Enfin, le guide d'entretien pour les groupes de discussion comprend 4 sections : (1) Disponibilité et accès aux aliments, (2) Santé et nutrition, (3) Impact de la flambée des prix, et (4) Moyens de subsistance.

Traitement et Analyse des Données

Les données de l'enquête ont été saisies sous Microsoft Access et exportées sous SPSS pour contrôle de la qualité et nettoyage des données. SPSS et le logiciel ADDAWIN ont été utilisés pour l'analyse. Toutes les analyses prennent en considération un coefficient de pondération établi pour refléter la méthodologie d'échantillonnage. Le coefficient de pondération est équivalent à l'inverse de la probabilité de sélection et a été normalisé. La représentativité statistique des résultats est assurée au niveau national ainsi que dans chacune des 11 strates (Départements)

Limitations

La méthodologie et le protocole des enquêtes ont été développés pour que les résultats représentent de façon précise le contexte de la sécurité alimentaire au Congo. Toutefois, plusieurs limitations doivent être mentionnées :

1. L'enquête présente la situation prévalant au moment de l'enquête, il n'est donc pas exclu que la situation ait évolué depuis lors.
2. Dans les Départements ruraux, les chefs-lieux ainsi que les villages de moins de 5000 habitants n'ont pas été pris en compte lors de l'échantillonnage, ce qui peut limiter la possibilité d'extrapoler les résultats à la population rurale toute entière.
3. Des erreurs de compréhension peuvent résulter de l'administration en langues locales des questionnaires élaborés en français.
4. Comme pour toute enquête, les résultats peuvent être influencés par les erreurs ou estimation incorrecte des quantités/valeurs, et les attentes que peuvent avoir les répondants qui ajustent leurs réponses en conséquence. De plus, les données sur les dépenses, les revenus et sur la consommation alimentaire du ménage sont sujettes à des inexactitudes dues à la nécessité de devoir se « rappeler » les dépenses effectuées les 30 derniers jours et des aliments consommés les 7 derniers jours précédents le passage des

enquêteurs. Enfin, les dépenses alimentaires ne tiennent pas compte de la consommation de la production propre qui peut être importante parmi certains groupes de stratégie de vie.

5. Pour cette étude, les milieux urbains et ruraux ont été analysés ensemble. Cela a l'avantage de permettre une comparaison entre milieux et de donner une analyse complète de la situation en République du Congo. Toutefois, il faut noter que les caractéristiques des ménages urbains sont généralement très différentes de celles des ménages ruraux. Ils disposent par exemple souvent de plus nombreuses sources de revenus et disposent d'une plus grande variété de sources alimentaires. En outre les caractéristiques associées à la pauvreté urbaine ne sont pas forcément les mêmes que celles associées à la pauvreté rurale. Cette étude est donc limitée dans sa capacité à capturer les processus complexes liés à la sécurité alimentaire en milieu urbain.

CAPITAL SOCIAL ET HUMAIN

CARACTÉRISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES

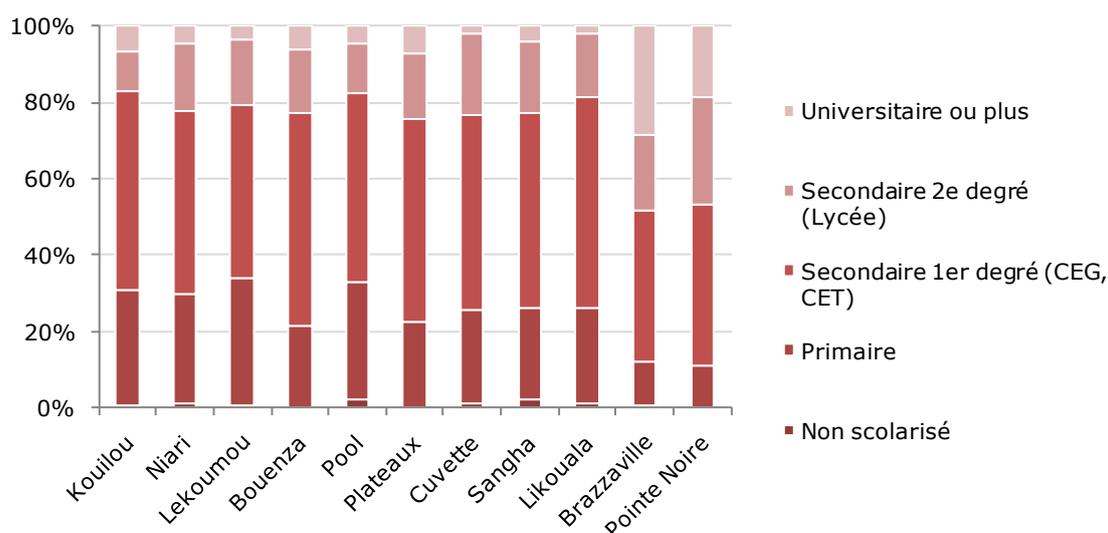
La République du Congo a une population jeune et principalement urbaine. D'après le recensement général de la population et de l'habitat effectué en 2007 par le Ministère du Plan, la population congolaise est de 3.7 millions d'habitants dont plus de 50% ont moins de 20 ans. Plus de la moitié des habitants (56%) vivent dans les deux principales villes, Pointe-Noire et Brazzaville.

Selon les données de l'AASAV, la taille moyenne des ménages est de 6,2 individus, composé à parts égales d'hommes et de femmes. Les ménages sont en moyenne plus grands dans les Départements de Likouala (8,3) et Sangha (7,3). La plupart des ménages sont dirigés par un homme (83%), mais près d'un ménage sur six est dirigé par une femme (17,0%). C'est plus fréquemment le cas à Brazzaville (19,5%) et Bouenza (20,1%). L'âge moyen du chef de ménage est de 45 ans, mais près d'un ménage sur six (17,0%) a un chef de ménage âgé de 60 ans ou plus (22,0% dans le Niari). La plupart des chefs de ménages vivent maritalement (64,2%) ou sont mariés (13,5%). Parmi eux, plus de 10% ont plus d'un(e) seul(e) époux(-se).

EDUCATION

Malgré des difficultés dans le secteur de l'éducation,³ la République du Congo a de façon générale de meilleures performances que la moyenne régionale. Selon l'AASAV, 80% des chefs de ménages peuvent lire et écrire, et 4,2% peuvent lire. Seulement 16,2% ne savent ni lire ni écrire. La proportion de chefs de ménages illettrés la plus importante est dans les Départements de Lekoumou (37%), Bouenza (37%), et Plateaux (33%).

Figure 3: Niveau d'Education



³ ANALYSE DES DONNEES SECONDAIRES SUR LA SECURITE ET LA VULNARABILITE ALIMENTAIRE AU CONGO

Presque tous les chefs de ménages (99%) ont au moins été en partie à l'école primaire. Dans tous les Départements, plus de 15% des chefs de ménages ont au moins été au Lycée. Ils sont près de la moitié à Brazzaville (49%) et Pointe-Noire (47%). Le niveau d'éducation moyen des chefs de ménage le plus faible est dans les Départements de Lekoumou, Kouilou, Pool, et Niari.

Selon les ménages, 89% des garçons et 87% des filles âgés de 6 à 12 ans sont inscrits à l'école primaire. Toutefois, le taux d'absentéisme est élevé. Plus d'un enfant sur dix (11,4%) âgé de 6 à 12 ans et inscrit à l'école primaire a eu une absence de 5 jours consécutifs au cours du dernier mois ; et le taux d'abandon est de 4,5%. Le taux d'absentéisme est particulièrement élevé dans les Départements de Likouala (21%), Sangha (17%), et Pool (17%). Les raisons principales de l'absentéisme sont les frais scolaires (45,5%), maladie (27%), et le refus d'aller à l'école (9%). Le taux d'abandon est surtout élevé dans le Lekoumou et Likouala.

HYGIÈNE ET SANTÉ

L'AASAV comprenait une série limitée de questions relatives à l'hygiène et à la santé. Seulement 40% des ménages indiquent disposer d'une réserve d'eau et de savon pour se laver les mains après avoir utilisé les toilettes ; 39% disposent d'eau uniquement, et 21% ne disposent ni d'eau ni de savon. C'est dans les Départements de Likouala (82%) et Lekoumou (41%), que se trouve la plus grande proportion de ménages ne disposant ni d'eau ni de savon pour se laver les mains après avoir utilisé les toilettes.

En matière de santé, et au niveau national, 4,8% des ménages déclarent avoir eu au moins un décès au cours des six mois précédents l'enquête. Les décès au sein du ménage sont plus fréquents dans les Départements de Niari (10,8%), Pool (10,0%), et Sangha (11,7%). Les décédés sont presque également distribués entre hommes et femmes, et les causes principales de décès sont liées à des maladies ponctuelles (41%) ou chroniques (16%). Plus d'un décès sur quatre concerne des enfants de moins de 5 ans (26%). À l'inverse, 37% sont parmi les 18-59 ans, et 26,5% parmi les plus de 60 ans.

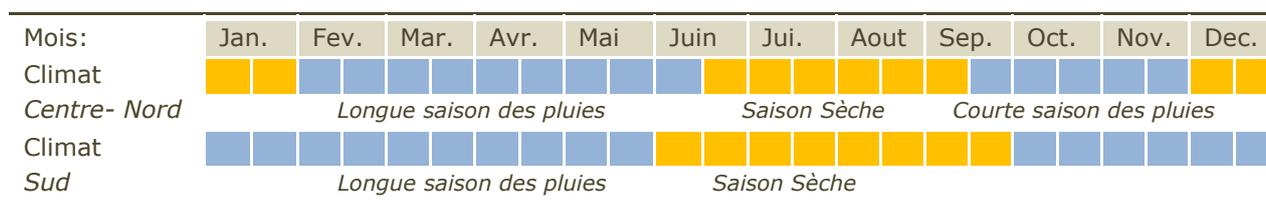
Dans 12,7% des ménages, au moins un adulte de 15-59 ans a été malade ou handicapé (avec un empêchement fonctionnel d'au moins 3 mois) au cours des 12 derniers mois. C'est plus fréquemment le cas dans le Pool (22%) et Plateaux (20%).

CAPITAL NATUREL

CLIMAT

Le climat du Congo est tropical, chaud et humide, avec une température constante au cours de l'année de 24 °C en moyenne. La plupart du pays (Centre et Nord) a deux saisons sèches et deux saisons des pluies. Dans le Sud-ouest, le climat plus humide avec une longue saison des pluies de 8 à 9 mois, et une grande saison sèche.

Figure 4: Saisons



PRODUCTION AGRICOLE ET TERRES ARABLES

Le caractère urbain d'une majorité de la population se marque dans la proportion limitée de ménages qui ont accès à la terre (48,6%) et qui pratiquent l'agriculture (36,7% des ménages ont cultivé au moins un champ au cours des 12 mois précédents l'enquête). Les chiffres masquent d'importantes différences : plus de 90% des ménages ont accès à la terre dans tous les Départements, sauf Kouilou (76%), et les centres urbains (Pointe-Noire, 7,6% ; et Brazzaville, 24,9%).

Les données secondaires indiquent que la mise en valeur des terres arables a été négligée. Selon l'IFAD, moins de 2% des terres arables sont cultivées, par environ 145,000 ménages cultivant de façon traditionnelle des terres d'une petite superficie, en moyenne 1.4 ha. Les données de l'AASAV sur les superficies cultivées ne sont pas précises, mais suggèrent que les producteurs ont en moyenne accès à moins d'une parcelle de moins de 2 ha pour chaque saison.

En matière de production, la culture de huit variétés fréquentes était examinée. Au niveau national, 33% des ménages produisent du manioc, c'est-à-dire presque tous les ménages qui sont impliqués dans la production agricole. La deuxième variété la plus fréquente est l'arachide, cultivée par 12% des ménages. Toutes les autres variétés sont cultivées nationalement par moins de 10% des ménages. Il y a toutefois des différences régionales. Le maïs et la banane plantain sont cultivés par plus de la moitié des ménages dans le Département de Sangha (respectivement 52% et 61%).

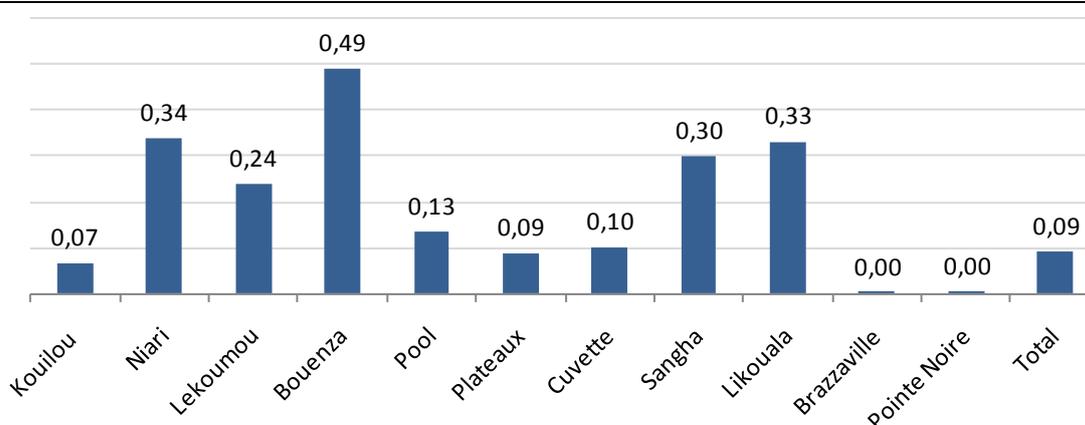
Table 1: Principales Cultures

	au moins un champ au cours des 12 derniers mois	Manioc	Banane plantain	Patate douce	Mais	Igname	Culture du haricot	Culture de l'arachide	Culture de produits maraichers
Kouilou	46,5	40,2	5,6	10,2	5,5	7,1	1,6	4,0	4,0
Niari	87,1	76,2	6,8	1,4	16,3	6,8	10,9	69,4	12,8
Lekoumou	84,0	80,9	5,3	8,4	12,8	2,1	1,1	48,9	4,3
Bouenza	82,0	79,4	0,5	4,1	21,0	3,1	20,0	80,0	7,7
Pool	79,9	71,9	2,7	1,1	5,7	0,8	2,3	17,0	17,4
Plateaux	64,8	72,0	3,3	1,1	7,1	3,8	0,5	4,9	1,1
Cuvette	84,8	82,2	9,7	6,6	21,9	3,6	0,5	7,1	15,2
Sangha	83,3	81,5	61,1	9,3	51,9	13,0	1,9	25,5	16,7
Likouala	78,0	77,0	27,0	4,0	26,0	4,0	0,0	1,0	0,0
Brazzaville	10,1	5,0	0,0	0,3	0,3	0,0	0,3	1,1	3,2
Pointe Noire	5,8	3,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,3	2,8
Total	36,7	32,8	3,5	1,9	6,5	1,6	2,2	12,4	5,7

ELEVAGE

L'élevage n'est pas répandu en République du Congo. Seulement un ménage sur quatre (25,5%) indique avoir du bétail, ce qui reflète le caractère largement urbain de la population. Peu possèdent autre chose que des volailles. Au niveau national, 22,2% des ménages ont des poulets, 0,3% ont des bovins, 3,3% ont des chèvres, et 3,7% ont des moutons. Pour faciliter la comparaison entre zones en ajustant pour les différents types d'animaux, les avoirs en bétails ont été convertis en Unité de Bétail Tropical (UBT)⁴. Au niveau national, le nombre d'unité moyen est de 0,1. Il est le plus élevé dans les Départements de Bouenza (0,5), Niari (0,3), Likouala (0,3), et Sangha (0,3). Les différences entre Départements sont significatives (F 17,7, 10 d.f. p<0,01). Plus de 16% des ménages qui possèdent du bétail déclarent avoir perdu au moins un animal au cours des 12 mois précédant l'enquête à cause de problèmes inhabituels. Il s'agit le plus fréquemment de maladies (39%), ou d'une vente forcée à cause d'un besoin financier pour l'achat de nourriture (10%).

Figure 5: Nombre d'UBT Moyen



⁴ L'UBT est une unité de mesure du bétail équivalente à un boeuf de 250 Kg. On applique les coefficients de transformation suivants: Chameau /chamelle = 1,0 UBT ; Vache /boeuf/génisse/taureau/veau/vèle =0,8 UBT ; Cheval/Ane = 0,5 UBT ; Brebis/mouton/agneau/bouc/chèvre/cabris =0,1 UBT ; Volaille =0,007UBT

CAPITAL PHYSIQUE

CONDITIONS DE LOGEMENT

Propriété et Matériaux

La majorité des ménages congolais (63%) est propriétaires de son logement, alors que 27% le louent, et 11% en disposent gratuitement. Il y a toutefois des disparités régionales : plus de 80% des ménages possèdent leur logement dans tous les Départements sauf Pool (78%), Kouilou (75%), Sangha (68%), Brazzaville (46%), et Pointe Noire (47%). C'est en milieu urbain que la possession du logement est la moins fréquente (47% contre 84% en milieu rural). Inversement, la location du logement est surtout fréquente à Pointe Noire (45%), Brazzaville (42%), Kouilou (15%), et Pool (10 %). Partout ailleurs, moins de 10% des ménages louent leur logement. La mise à disposition gratuite du logement (sous-logement) est surtout fréquente à Sangha (30%). Partout ailleurs, elle concerne entre 4% et 14% des ménages.

Les matériaux de construction utilisés pour le logement varient géographiquement. Les matériaux les plus fréquents pour la toiture sont la tôle (75%) et la paille (19%). Toutefois, la paille est uniquement utilisée en milieu rural (45% des ménages), principalement dans les Départements de Likouala (84,3%), Plateaux (71%), et Cuvette (70%). La tôle est utilisée par pratiquement tous les ménages urbains (95%) et la moitié des ménages ruraux (48%). En zone rurale, la tôle est surtout fréquente à Kouilou (82%), et Pool (74%).

Les matériaux utilisés pour les murs sont plus variés. Le ciment est le plus fréquent (45%), mais est surtout trouvé en milieu urbain, à Brazzaville (87%), et Pointe Noire (48%). Le bois est utilisé par 18% des ménages au total, et est surtout fréquent dans le Kouilou (68%), Pointe-Noire (51%) et le Lekoumou (42%). Le troisième matériau le plus fréquent est la terre (18%), utilisée surtout dans les Départements de Plateaux (76%), Cuvette (73%), et le Likouala (71%). Enfin, la brique/terre cuite est utilisée par 13% des ménages, surtout dans le Bouenza (84%), et Niari (54%).

Eau et Assainissement

Plus de la moitié (57%) des ménages disposent d'au moins 15 litres d'eau par jour et par personnes, mais 13% ne disposent que de moins de 7,5 litres par jour et par personne, ce qui est insuffisant selon les normes Sphère'. C'est dans la Cuvette que le manque d'eau est le plus marqué (26% <7,5 litres/capita/jour), mais dans l'ensemble c'est un phénomène qui affecte tous les Départements, et aussi bien les zones urbaines que rurales.

Pour chaque ménage, les sources d'eau de boisson étaient explorées en distinguant entre saison des pluies et saison sèche. Les résultats montrent qu'il y a peu de différences entre saisons. Quelle que soit la saison, deux ménages sur trois utilisent des sources d'eau améliorées: selon la saison, de 50 à 51% des ménages utilisent de l'eau du robinet, 5% utilisent une source protégée, et 9% utilisent un forage avec pompe. Parmi les sources non protégées, les puits/sources ouvertes

(15%), et cours d'eau (15%) sont les sources les plus fréquentes, à la fois durant la saison des pluies et durant la saison sèche.

L'utilisation de sources protégées est beaucoup plus importante en milieu urbain (97% quelle que soit la saison), compare au milieu rural (22% quelque soit la saison). L'utilisation d'eau du robinet en milieu urbain est la principale raison de cette différence : 84% des ménages urbains utilisent l'eau du robinet comme source d'eau de boisson en milieu urbain, comparé avec 3% en milieu rural. En milieu rural, il y a des différences importantes. Dans le Lekoumou, Sangha, Bouenza et Pool, les puits/sources ouvertes sont la principale source. Les cours d'eau sont utilisés comme source d'eau de boisson par plus de la moitié des ménages dans le Likouala, Cuvette, et Plateaux. La seule différence importante entre saison sèche et saison des pluies est l'utilisation d'eau de pluie comme eau de boisson par 14% des ménages dans les Plateaux, et 7% dans le Pool. Partout ailleurs, l'utilisation d'eau de pluie est marginale, et les fréquences d'utilisation des différentes sources varient peu.

Table 2: Principale Source d'Eau de Boisson du Ménage

	Eau du robinet		Puits – source ouverte		Puits – Source prot.		Forage - pompe		Cours d'eau		Eau de pluie		Vendeur		Eau minérale		Autre		
	S	P	S	P	S	P	S	P	S	P	S	P	S	P	S	P	S	P	
Saison*:																			
Kouilou	0	0	27	26	17	16	22	22	30	30	0	0	0	1	0	0	5	5	
Niari	1	1	28	28	10	11	21	21	40	38	0	1	0	0	0	0	0	0	
Lekoumou	2	1	64	65	5	5	6	6	19	18	0	0	0	0	0	0	4	4	
Bouenza	12	12	46	46	18	18	9	9	15	15	0	0	0	0	0	0	0	0	
Pool	3	3	45	43	15	17	8	7	17	15	0	7	0	0	0	0	12	7	
Plateaux	0	0	18	17	7	6	5	5	57	55	4	14	3	1	0	0	6	1	
Cuvette	1	1	16	16	2	2	7	6	60	60	0	3	0	0	0	0	14	13	
Sangha	0	0	72	69	3	4	10	10	14	16	0	1	0	0	0	0	1	1	
Likouala	0	0	14	15	1	1	0	0	76	76	0	0	0	0	0	0	8	8	
Brazzaville	81	80	1	1	1	0	14	14	0	0	0	1	2	2	1	1	0	0	
Pointe Noire	91	91	3	3	4	4	2	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Urbain	85	84	2	2	2	2	9	9	0	0	0	1	2	2	1	1	0	0	
Rural	3	3	34	34	10	10	10	9	36	36	1	4	0	0	0	0	7	5	
Total	51	50	15	15	5	5	9	9	15	15	0	2	1	1	1	0	3	2	

* Saison : S = Saison Sèche, P = Saison des Pluies

Outre le type de source, la distance à la source d'eau de boisson varie grandement par Départements. Dans l'ensemble, 16% des ménages se situent à plus d'un kilomètre de la source. C'est le cas plus fréquemment en milieu rural (26%) qu'en milieu urbain (8%). C'est surtout dans les Départements de Pool (41%), Kouilou (32%), Plateaux (32%), et Lekoumou (30%), que la distance est le plus fréquemment au de la d'un kilomètre.

En matière d'assainissement, plus de la moitié des ménages utilisent des latrines traditionnelles, soit partagées avec d'autres ménages (51%), ou d'utilisation privée (2%). Seulement 10% des ménages utilisent des toilettes ou latrines modernes, quasiment tous en milieu urbain (16% en milieu urbain, contre 2% en milieu rural). Près de 13% des ménages déclarent n'utiliser aucune toilette. C'est rarement le cas en milieu rural (2%), alors qu'en milieu rural, un ménage sur quatre n'utilise pas de latrines (27%). L'absence de toilettes est surtout importante dans les Départements des Plateaux (54%). Dans trois autres Départements, plus d'un ménage sur quatre n'utilise pas de latrines: Cuvette (34%), Likouala (29%), et Niari (28%).

Sources d'Energie

En terme de sources d'énergie, les lampes à pétrole dominent pour l'éclairage, surtout en milieu rural ou elles sont la principale source pour 91% des ménages, comparé à 44% des ménages urbains. Les lampes à pétrole sont utilisées par au moins quatre ménages sur cinq dans tous les

Départements ruraux. En milieu urbain, l'électricité domine (53%). Les autres sources d'éclairage sont peu utilisées, sauf le feu de bois qui reste utilisé par 9% des ménages dans le Likouala et 5% dans le Lekoumou.

En ce qui concerne la cuisson, les principales sources d'énergies sont le bois de chauffe (51%), le charbon de bois (29%), et le gaz (13%). Le bois de chauffe est utilisé par plus de 90% des ménages dans tous les Départements ruraux, et par 19% des ménages en zone urbaines. L'utilisation du charbon et du gaz est limitée aux zones urbaines, avec 48% des ménages utilisant le charbon, et 22% des ménages utilisant le gaz en milieu urbain.

BIENS MATÉRIELS ET INDICE DE RICHESSE

L'insécurité alimentaire chronique est associée à des problèmes de pauvreté structurelle et de faibles revenus.⁵ Pour mesurer le niveau de pauvreté matérielle des ménages, un inventaire des biens à disposition de chaque ménage a été réalisé sur base d'une liste de 25 types de biens, y compris du mobilier (table, chaise, lit), des biens productifs (houe, faucille, machette, brouette, tracteur, moulin, machine à coudre, presse à huile, moulin, générateur, décortiqueuse, matériel de chasse ou de pêche), des moyens de transport (bicyclette, mobylette, pirogue, véhicule), et autres biens (radios, télévision, lampe à gaz, réfrigérateur, cuisinière, téléphone portable, téléphone fixe).

Plus de la moitié des ménages disposent, parmi les biens mobiliers, d'un lit (85%), de chaises (67%), ou d'une table (59%). Les ménages disposent également fréquemment d'une lampe (90%), d'un téléphone mobile (72%), et d'une radio (55%). Parmi les biens productifs, plus de la moitié des ménages disposent d'une machette (58%), et d'une houe (54%). Tous les autres biens sont moins fréquents.

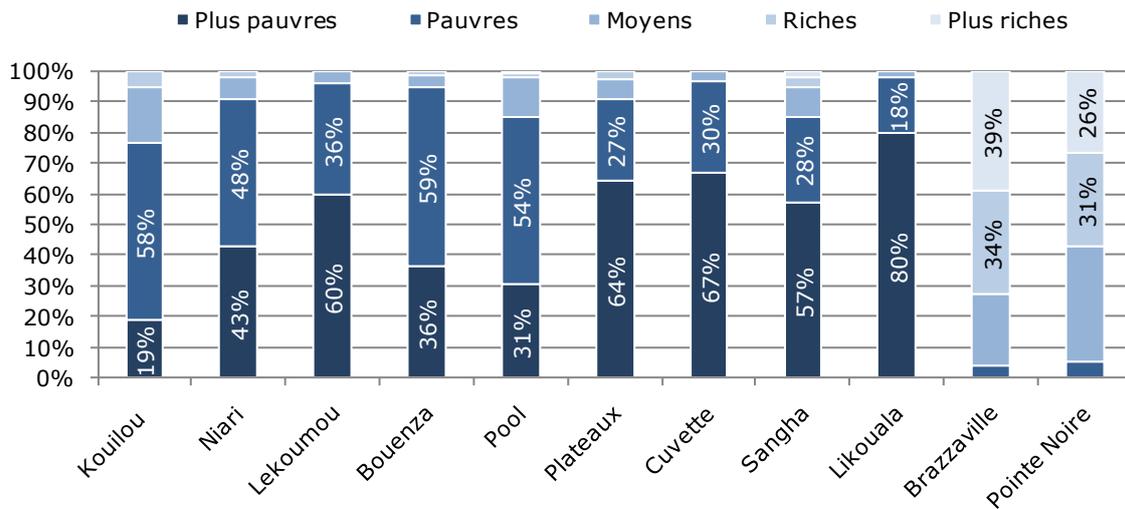
Pour mieux évaluer le niveau de pauvreté et établir une comparaison entre zones, un indicateur composite appelé indice de richesse a été calculé. L'indice de richesse a été obtenu en conduisant une analyse en composantes principales (ACP) sur des variables liées à la pauvreté matérielle : (1) l'utilisation de source d'eau de boisson améliorée, (2) l'utilisation de combustibles de cuisson autres que le bois, (3) la disponibilité de l'électricité, (4) le matériaux des murs et toitures (tôle et ciment), (5) la possession de biens matériels tels que un téléphone portable, une télévision, un réfrigérateur, et un réchaud/cuisinière.

L'ACP permet de synthétiser les données en de nouvelles variables appelées facteurs ou composantes principales. Le premier facteur étant celui qui synthétise le mieux l'information, il est considéré comme étant l'indice de richesse. Pour faciliter la discussion, cinq groupes de richesses correspondant aux quintiles de l'indice de richesse ont été créés.

Par définition, au niveau national, 20% des ménages se trouvent dans chaque quintile de richesse. Il existe toutefois des variations géographiques importantes, avec plus de la moitié des ménages considérés comme faisant partie du plus pauvre quintile dans les Départements de Likouala (80%), Cuvette - Cuvette Ouest (67%), Plateaux (64%), Lekoumou (60%), et Sangha (57%). La pauvreté matérielle est principalement rurale, puisqu'à Brazzaville et Pointe Noire, moins de 5% des ménages appartiennent aux deux plus faibles quintiles de richesses, alors qu'ils sont plus de 90% dans les Départements de Niari, Lekoumou, Bouenza, Plateaux, Cuvette-Cuvette Ouest, et Likouala, et entre 75% et 85% dans les Départements de Kouilou, Pool, et Sangha.

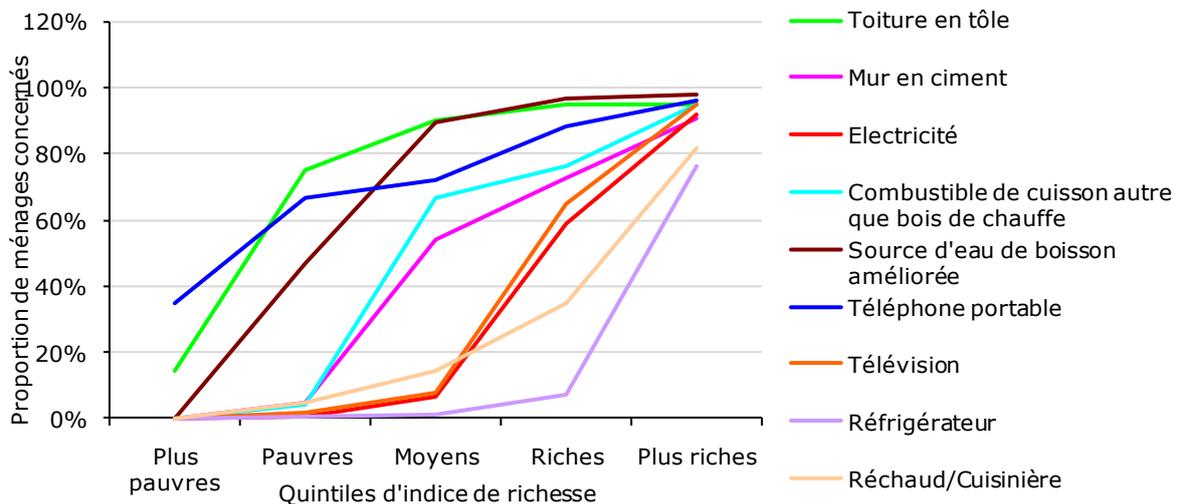
⁵ World Bank. 1986. Poverty and Hunger: Issues and Options for Food Security in Developing Countries. Washington DC.

Figure 6: Proportion de Ménages par Quintiles d'Indice de Richesse par Départements



Parmi les variables incluses dans l'indice de richesse, l'électricité, la télévision, et des murs en ciment ne sont fréquents que parmi les deux quintiles les plus riches, alors que le réfrigérateur est presque uniquement trouvé parmi les ménages dans le plus riche quintile. La proportion de ménages utilisant des sources d'eau de boisson améliorées reste limitée, même parmi les ménages dans les plus riches quintiles. Les ménages les plus pauvres se distinguent par le manque même de toiture en tôles qui sont fréquents parmi les ménages dans le deuxième plus pauvre quintile. La figure suivante illustre la relation entre l'indice de richesse et les variables incluses dans l'indice.

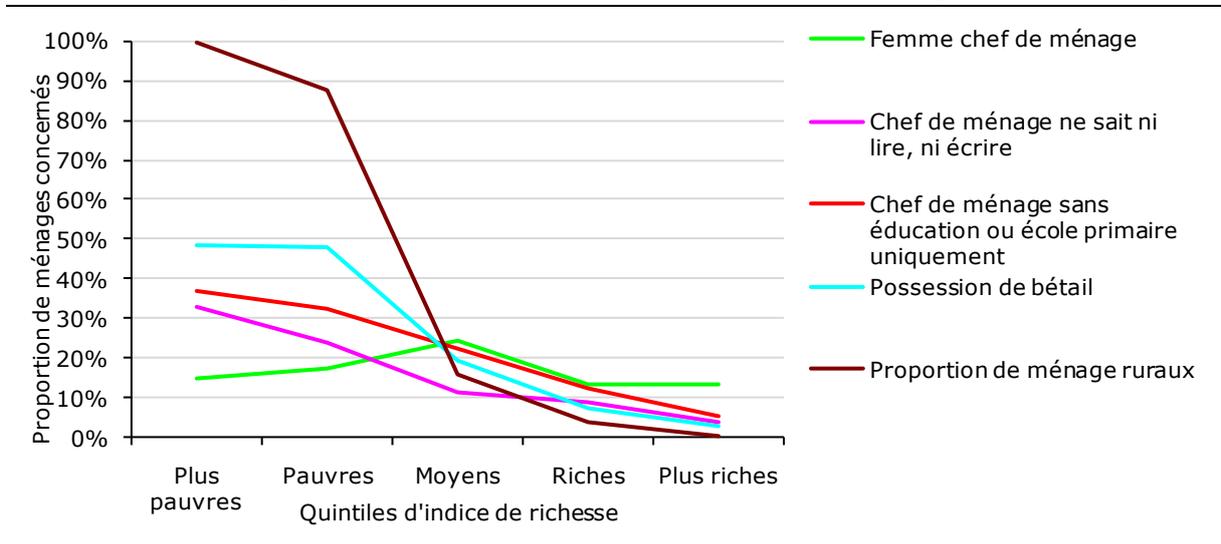
Figure 7: Evolution de Variables par Quintiles d'Indice de Richesse (variables incluses dans la construction de l'indice)



En outre, les données CFSVA suggèrent que l'indice de pauvreté est associé avec plusieurs variables non-incluses dans le calcul de l'indice, y compris (1) le niveau d'éducation, la proportion de chefs de ménages qui ne savent ni lire ni écrire, ou qui n'ont atteint que le niveau d'éducation primaire ou aucune éducation diminue avec l'indice de richesse ; (2) 99% des ménages dans le plus pauvre quintile sont ruraux. La proportion de ménages ruraux diminue avec l'indice de richesse, et moins d'1% des ménages dans le plus riche quintile sont ruraux. Ceci se reflète également dans la possession de bétail qui est plus répandue en milieu rural, et donc plus fréquente parmi les ménages dans les plus faibles quintiles de richesse ; (3) la proportion de

femmes chefs de ménage varie avec l'indice de richesse, mais sans direction précise : elle est maximale parmi les ménages dans le quintile intermédiaire (moyen – 24% de ménages dirigés par une femme)

Figure 8: Evolution de Variables par Quintiles de Richesse
(variables non-incluses dans la construction de l'indice)



CAPITAL ÉCONOMIQUE ET GROUPES DE STRATÉGIE DE SUBSISTANCE

REVENUS ET ACTIVITÉS

Activités

Les stratégies de subsistance sont définies par l'ensemble des activités et des choix (y compris les investissements) d'un ménage. L'enquête AASAV se concentre sur les activités et demandait aux ménages de préciser jusqu'à trois activités principales entreprises par le ménage. Pour chaque activité, en outre, les contributions relatives au niveau de vie général et aux revenus étaient explorées.

Dans l'ensemble, 46% des ménages exercent une seule activité, 46% en exercent deux, et seulement 8% en exercent trois ou plus. Parmi les ménages qui exercent plus d'une activité, l'activité principale domine, puisqu'elle contribue en moyenne pour plus de deux tiers (70%) au niveau de vie général et aux revenus.

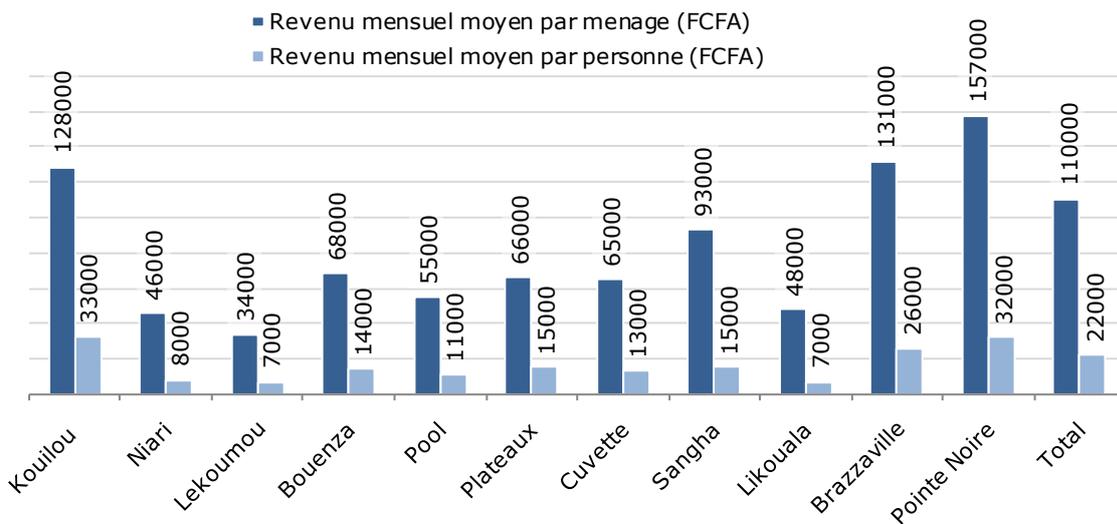
Les activités sont assez variées : plus d'un tiers des ménages est engagé dans le petit commerce (35%), l'activité la plus fréquemment mentionnée. Mais il ne s'agit de l'activité principale que pour 14% des ménages. Dans la plupart des cas, le petit commerce est donc une activité secondaire ou tertiaire. La deuxième activité la plus fréquente est l'agriculture, qui concerne 23% des ménages. Pour plus de la moitié d'entre eux (16% de tous les ménages), il s'agit de l'activité principale.

Outre le petit commerce et l'agriculture, les autres activités qui concernent plus de 5% des ménages sont la fonction publique (14%), le salariat (16%), la vente de produits agricoles (11%), l'Artisanat (12%), la pêche (9%), la pension (8%) et, le commerce/business (8%). Si l'on ne considère que l'activité principale, les activités qui occupent plus de 5% de la population sont: l'agriculture (16%), le petit commerce (14%), le salariat (13%), la fonction publique (11%), l'Artisanat (9%), la pension (7%), et le commerce/business (5%)

Les revenus générés par les trois principales activités des ménages permettent d'estimer les revenus totaux. En moyenne, le revenu des ménages est de 110 000 FCFA par ménages par mois, et 23 000 FCA par personne par mois. En tant qu'activité principale, l'agriculture rapporte en moyenne 47 000 FCFA par mois aux ménages qui entreprennent cette activité. En comparaison, et pour les activités principales les plus fréquentes, le petit commerce rapporte 66 000 FCA/mois, être Salarié rapporte 126 000 FCA/mois, et la fonction publique 137 500 FCA/mois aux ménages qui entreprennent ces activités en tant que principale occupation.

Le revenu total moyen des ménages est le plus faible dans le Lekoumou (34 000 FCFA/mois), le Niari (46 000 FCA/mois), le Likouala (48 000 FCA/mois), et le Likouala (55 000 FCFA/mois). Il est le plus élevé à Brazzaville (131 000) et Pointe Noire (157 000) en zones urbaines, et dans le Kouilou en zone rurale (128 000) FCFA. Il y a une différence statistiquement significative entre Départements (F 31,7, $p < 0,01$).

Figure 9: Revenu Mensuel Moyen par Départements

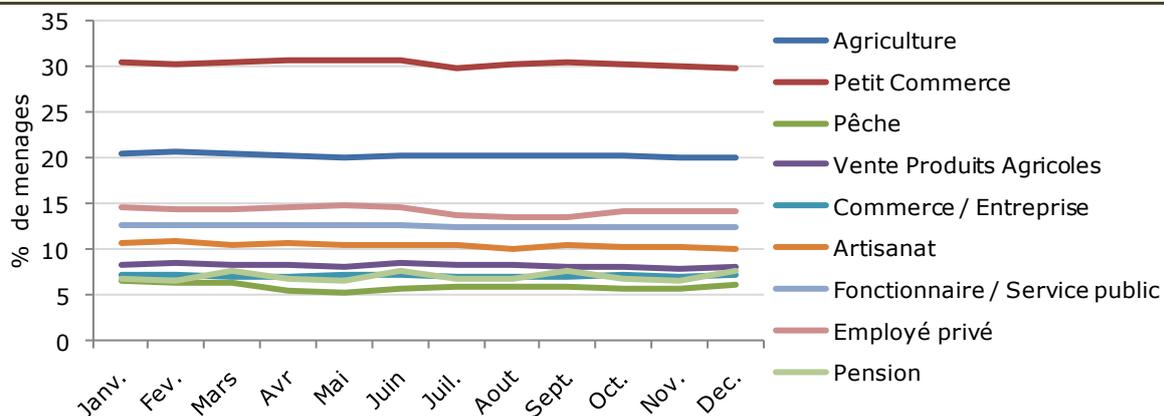


D'autres variables montrent une association statistiquement significative avec le revenu moyen mensuel : (1) les ménages dirigés par une femme ont un revenu mensuel moyen de 72 000 FCFA, comparé à 117 000 FCFA/mois pour les ménages dirigés par un homme ($F 47.0 p < 0.01$) ; (2) les ménages ayant un chef capable de lire et écrire ont un revenu moyen mensuel de 120 000 FCA, statistiquement plus élevé que les revenus des ménages avec un chef uniquement capable de lire (67 000 FCA), ou qui ne sait ni lire ni écrire (67 000 FCFA) ($F 39.2 p < 0.01$). De même, le niveau d'éducation est associé aux revenus ($F 42.1, p < 0.01$) : le revenu des ménages dont le chef n'a aucune éducation formelle est en moyenne le plus faible, à 64 000 FCA. Ceux dont le chef de ménage a une éducation primaire uniquement ont un revenu moyen de 74 000 FCFA. Une fois le deuxième niveau du secondaire atteint, les revenus dépassent les 135 000 FCA ; (3) enfin, et logiquement, les revenus moyens augmentent avec les quintiles de l'indice de richesse ($F 116.2$). Parmi les ménages dans le plus pauvre quintile, le revenu moyen est de 53 000 FCFA, pour les quintiles suivants, il est respectivement de 70 000 FCFA, 99 000 FCFA, 133 000 FCFA, et 191 000 FCFA.

Saisonnalité des Activités

Pour chacune de leur trois principales activités, il était demandé aux ménages de spécifier les mois de l'année au cours desquelles ces activités sont conduites. Les résultats suggèrent qu'il n'y a pas ou peu de corrélation entre les activités et le calendrier saisonnier. Pour toutes les activités, la proportion de ménages impliqués ne varie pratiquement pas au cours de l'année, comme le montre la figure suivante.

Figure 10: Saisonnalité des Activités



GROUPES DE STRATÉGIES DE SUBSISTANCE

Pour mieux comprendre les stratégies de subsistance des ménages, une analyse en composantes principales a été effectuée sur les données des activités, et leur contribution au niveau de vie et aux revenus. L'analyse permet de grouper ensemble des ménages qui ont un profil d'activités similaire. Au final, dix groupes ont été définis. Ils sont, par taille : (1) Agriculteurs, (2) Fonctionnaires / Retraités, (3) Petit Commerçant, (4) Salariés (privé), (5) Artisans, (6) Commerçant – Entreprise, (7) Travailleurs journaliers, (8) Dépendants, (9) Transporteurs, et (10) Groupe mixte.

Chacun de ses groupes est nommé en fonction de l'activité principale qu'ils entreprennent. Les deux plus grands groupes (Agriculteurs et Fonctionnaires) comprennent près de la moitié de la population (48%), et les cinq plus grands groupes comprennent plus de 84% de la population. Les tableaux et les figures suivantes illustrent les principales caractéristiques de ces groupes.

L'analyse des groupes de stratégies de subsistance suggère quatre groupes qui ont un profil plus vulnérable : les Agriculteurs, Dépendants, Travailleurs journaliers, et petits Commerçants. Ces groupes ont les revenus moyens les plus faibles, et les plus hautes proportions de ménages dans les quintiles de richesse et de revenus les plus pauvres. Comme le suggère le tableau suivant, c'est aussi parmi ces quatre groupes que l'on trouve les plus fortes proportions de femmes chefs de ménage, à l'exception des Commerçants; les plus fortes proportions de ménages ruraux, et les plus fortes proportions de ménages n'utilisant aucune toilette.

Figure 11: Caractéristiques des Groupes de Stratégies de Subsistance

	Nbr. D'activités (moyenne)	% ménages avec une seule activité	% utilisant une source d'eau améliorée	% rural	% femmes chef de ménage	% ne sait ni lire ni écrire	% n'utilisant pas de toilettes
Agriculteurs	1,7	42	23	95	14	29	30
Fonctionnaires / Retraités	1,8	32	92	11	6	5	1
Petit Commerçant	1,4	63	72	34	35	20	10
Salariés (privé)	1,5	51	93	8	4	1	3
Artisans	1,5	53	87	12	8	4	9
Commerçant - Entreprise	1,5	51	90	12	31	12	1
Travailleurs journaliers	1,6	49	71	43	12	12	14
Dépendants	1,4	57	79	28	69	44	10
Transporteurs	1,5	49	97	5	0	3	3
Groupe mixte	1,8	25	71	26	24	20	5
Total	1,6	46	67	41	17	16	13

Groupes de stratégies de subsistance % (n)*	Description	% Plus pauvre quintile	
		indice de richesse	revenus
Agriculteurs 29,7% (1769)	Fort dépendance à l'agriculture et à la vente de produits agricoles, qui contribuent pour 68% au niveau de vie. Les autres activités généralement dépendent de l'exploitation de ressources naturelles, y compris la pêche, la chasse et la cueillette. C'est dans ce groupe qu'on trouve la plus grande proportion de ménages qui appartiennent au plus pauvre quintile de l'indice de richesse. Bien que la proportion de ménages dans le plus faible quintile des revenus ne soit pas la plus élevée, le salaire mensuel moyen dans ce groupe est le deuxième plus faible de tous les groupes (68 000 FCFA/mois).	49,9%	20,8%
Fonctionnaires / Retraités 17,9% (261)	Groupe relativement affluent, avec un revenu moyen par ménage de 169 000 FCFA. Il dépend de revenus garantis par l'état – salaire de Fonctionnaires et pensions, pour plus de 80% du niveau de vie. C'est dans ce groupe que le plus grand pourcentage (68%) de ménages dispose en moyenne d'au moins deux activités pour contribuer à ses moyens de subsistance	3,3%	6,0%
Petit Commerçants 14,0% (389)	Le petit commerce est l'activité presque exclusive des ménages. Il contribue pour 89% au niveau de vie, et ce groupe a la plus grande proportion de ménages qui ne disposent que d'une seule activité pour contribuer à ses moyens de subsistance (63%). Il a le troisième plus faible revenu moyen (73 000 FCFA/mois), ce qui se traduit par une forte prévalence de la pauvreté en bien et en revenus.	14,4%	31,6%
Salariés (privé) 12,7% (206)	C'est le groupe des employés du privé, cette source de revenus contribue pour 89% du niveau de vie. Le groupe a le troisième revenu moyen le plus élevé (169 000 FCFA) et une faible proportion de ménages dans les plus faibles quintiles de pauvreté et de revenus.	2,2%	12,4%
Artisans 9,0% (151)	L'Artisanat contribue pour 86% aux moyens de vie. Les revenus moyens sont sous la moyenne nationale, juste au dessus de 100 000 FCFA.	4,6%	26,6%
Commerçants – Entreprise 5,7% (83)	C'est le groupe avec le revenu moyen le plus élevé, à 206 000 FCFA/mois, Dépendant à 89% du commerce.	4,4%	11,0%
Travailleurs journaliers 3,8% (81)	C'est un des quatre groupes avec un revenu inférieur à 100.00 FCFA/mois, avec une moyenne de 83 000 FCFA/mois. Les moyens de vie dépendent à 84% du travail journalier.	20,2%	19,2%
Dépendants 3,3% (114)	Ce groupe est Dépendant d'aides extérieures, de transferts, et d'emprunts pour 86% de son niveau de vie. Plus de la moitié des ménages (57%) n'ont que cette seule activité contribuant à leur moyen de vie. Ils ont le plus faible revenu moyen (62 000 FCFA/mois), ce qui explique la forte prévalence de ménages dans le plus faible quintile.	13,5%	55,2%
Transporteurs 1,2% (17)	Petit groupe Dépendant presque uniquement de revenus de leur activité dans le transport de biens et personnes. Le revenu moyen est élevé, mais estimé sur base sur un petit nombre d'observation	2,6%	5,1%
Groupe mixte 2,8% (84)	Le Groupe mixte comprend des ménages avec des profils d'activités qui ne correspondent pas aux groupes précédents. La faible taille de l'échantillon ne permet pas de caractériser ce groupe plus précisément.	9,0%	13,6%

* pourcentage pondéré, taille de l'échantillon non pondérée

Figure 12: Contribution des Activités (%) aux Groupes de Stratégies de Subsistance

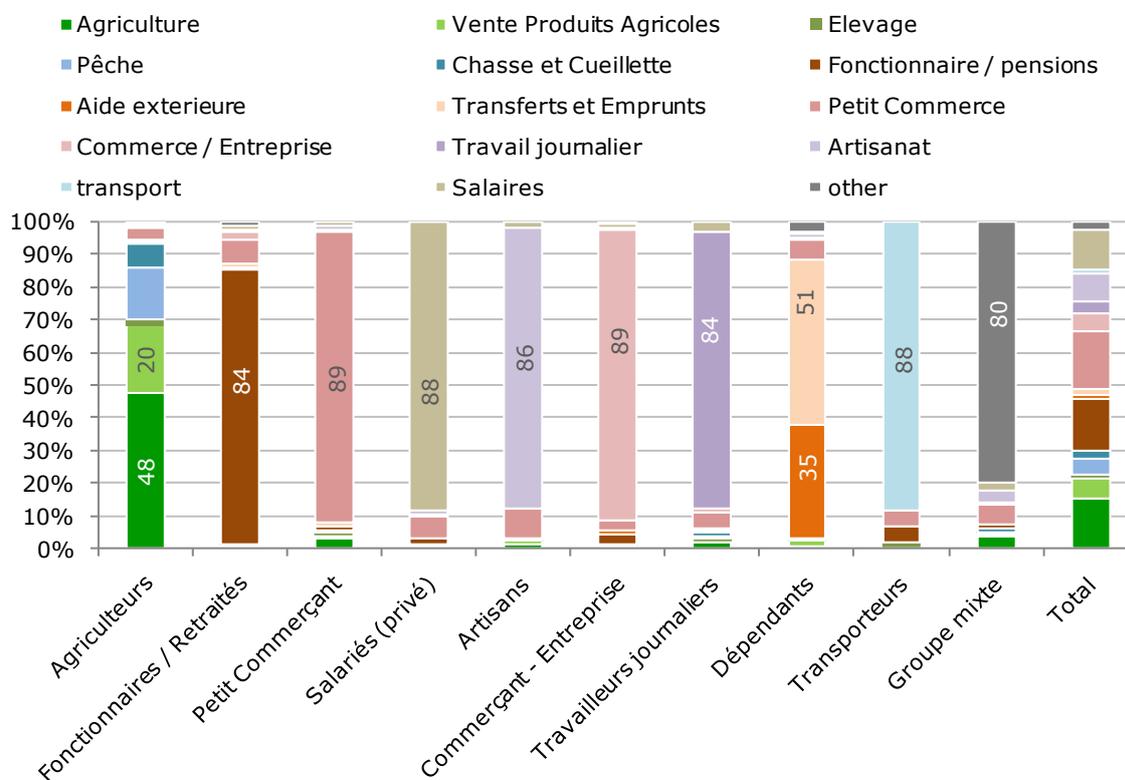
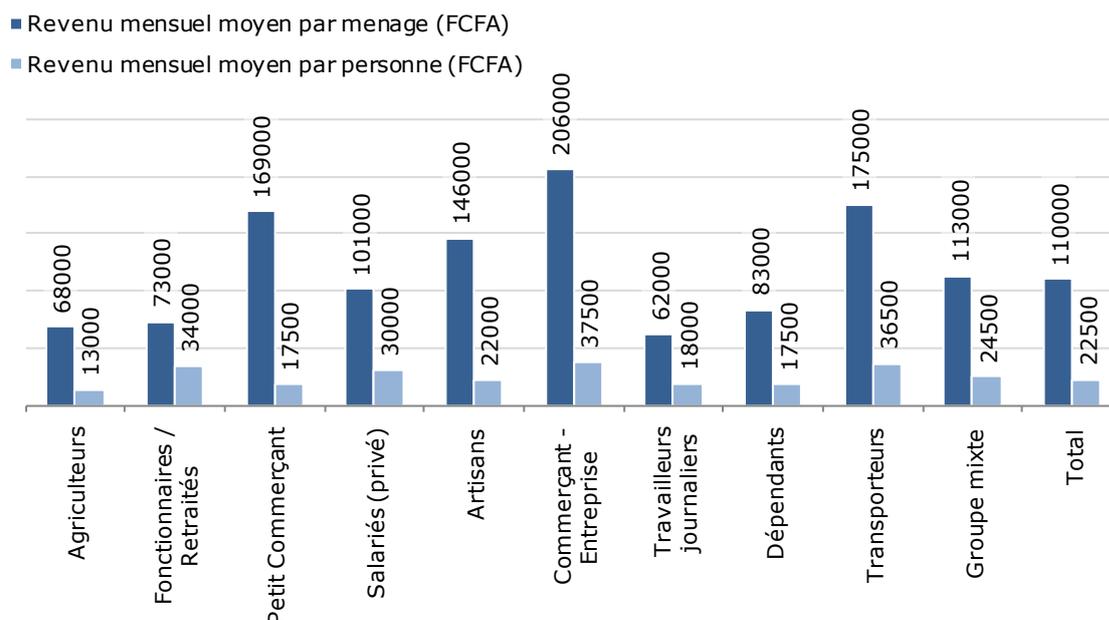


Figure 13: Revenus Mensuels Moyens (francs CFA) par Groupes de Stratégies de Subsistance



Distribution Géographique des Groupes de Stratégies de Subsistance

Sur les dix groupes de stratégies de subsistance, seuls les Agriculteurs sont majoritairement en zones rurales. Plus de 85% des Fonctionnaires (88%), Artisans (88%), Salariés (92%), Commerçant – Entreprise (88%), et Transporteurs (95%) se trouvent à Brazzaville et Pointe Noire. Quatre groupes ont une distribution plus variée, avec 58% des Travailleurs journaliers à Brazzaville et Pointe Noire, 66% des Petits Commerçants, 72% des Dépendants, et 74% du Groupe mixte. Seulement 5% des Agriculteurs se trouvent dans les zones de Brazzaville et Pointe Noire. Au total, 63% des Agriculteurs se trouvent dans les Départements de Bouenza (15%), Pool (17%), Plateaux (13%), et Cuvette (17%). Dans six Départements (à l'exception de Kouilou, Pool, Sangha, Brazzaville et Pointe Noire), plus de 70% des ménages sont Agriculteurs.

Table 3: Distribution Géographique des Groupes de Stratégies de Subsistance

	Agriculteurs	Petit Commerçant	Fonctionnaires / Retraités	Artisans	Salariés (privé)	Commerçant - Entreprise	Dépendants	Travailleurs journaliers	Transporteurs	Groupe mixte
Proportion des différents groupes dans chaque Département										
Kouilou	35,3	22,4	7,8	7,8	8.6	3.4	3,4	6,9	0,9	3,4
Niari	75,0	5,0	5,0	3,3	0.8	0.0	4,2	3,3	0,0	3,3
Lekoumou	70,7	13,0	3,3	3,3	2.2	1.1	2,2	2,2	0,0	2,2
Bouenza	75,0	13,0	3,6	0,5	2.6	0.5	3,6	0,5	0,0	0,5
Pool	60,7	12,2	6,9	3,1	1.9	5.0	0,8	8,8	0,0	0,8
Plateaux	73,0	9,8	5,2	2,9	0.6	0.6	4,0	2,3	0,6	1,1
Cuvette	81,2	9,6	4,1	0,5	1.0	0.5	0,5	2,0	0,0	0,5
Sangha	60,4	11,3	3,8	3,8	7.5	1.9	0,0	1,9	0,0	9,4
Likouala	77,6	7,1	4,1	1,0	4.1	0.0	1,0	3,1	0,0	2,0
Brazzaville	2,6	16,1	33,2	11,2	14.5	9.7	3,7	3,0	1,5	4,5
Pointe Noire	2,8	15,3	16,7	17,1	28.0	6.5	4,5	4,7	2,8	1,7
Distribution des différents groupes										
Kouilou	4,3	5,8	1,6	3,1	2.5	2.2	3,8	6,7	2,6	4,6
Niari	9,5	1,3	1,1	1,4	0.2	0.0	4,8	3,4	0,0	4,6
Lekoumou	6,9	2,7	0,5	1,0	0.5	0.6	1,9	1,7	0,0	2,3
Bouenza	15,3	5,6	1,2	0,3	1.2	0.6	6,7	0,8	0,0	1,1
Pool	16,8	7,2	3,2	2,8	1.2	7.2	1,9	19,3	0,0	2,3
Plateaux	13,5	3,8	1,6	1,7	0.2	0.6	6,7	3,4	2,6	2,3
Cuvette	16,9	4,3	1,4	0,3	0.5	0.6	1,0	3,4	0,0	1,1
Sangha	3,4	1,3	0,4	0,7	1.0	0.6	0,0	0,8	0,0	5,7
Likouala	8,1	1,6	0,7	0,3	1.0	0.0	1,0	2,5	0,0	2,3
Brazzaville	3,2	41,7	67,4	45,1	41.7	61.9	41,3	29,4	43,6	59,8
Pointe Noire	2,1	24,7	21,1	43,0	49.9	26.0	30,8	28,6	51,3	13,8
	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

MIGRATIONS

Outre les activités habituelles du ménage, les stratégies de subsistance peuvent nécessiter une migration temporaire ou à long terme d'un ou plusieurs membres du ménage. Parmi les ménages interrogés, 15% mentionnent avoir eu au moins un membre du ménage qui a migré au cours des 12 mois précédant l'enquête. Pour la majorité la raison de la migration était temporaire (25%) et liée à l'emploi (22%). Les soins médicaux (12%) et l'accès à l'éducation (14%) sont également mentionnés comme causes de migrations. La destination des migrants est le plus fréquemment urbaine (45%), ou un autre Département (26%). Une plus faible proportion (20%) reste dans le même Département, et 9% se rendent à l'étranger.

La proportion de ménages avec des migrants varie fortement par Départements. Plus d'un ménage sur quatre a eu au moins un membre qui a migré au cours des 12 mois précédant l'enquête dans les Départements de Lekoumou (39%), Niari (36%), et Pool (26%). Parmi les groupes de stratégies de subsistance, les Agriculteurs (17%) et Travailleurs journaliers (17%) ont la plus forte proportion de migrants, ainsi que le Groupe mixte (21%). Le phénomène de migration est également associé au niveau socio-économique, puisque la proportion de migrants est plus forte parmi les ménages dans les plus pauvres quintiles de richesse et de dépense.

DÉPENSES

L'enquête AASAV demandait aux ménages d'estimer leurs dépenses en espèces, à crédit et à la valorisation du troc pour l'acquisition des produits de base pendant les 30 derniers jours. Il s'agissait de 21 aliments ou catégories d'aliments de consommation fréquente, et 7 biens de consommation non-alimentaires achetés de façons régulières (par exemple du savon). En outre, les dépenses pour des biens et/ou des services occasionnels (par exemple, soins médicaux, frais scolaires) étaient estimées pour les 6 derniers mois précédant l'enquête. L'ensemble des valeurs a ensuite été converti en dépenses mensuelles, qui constituent à la fois une bonne mesure des revenus du ménage et un indicateur de l'accès des ménages à la nourriture. Il faut noter que l'estimation des dépenses est limitée par la liste des produits et services définie dans l'enquête, mais ces biens ont été identifiés comme étant les dépenses les plus courantes des ménages. Les résultats peuvent également être influencés par les difficultés d'estimation des dépenses. Néanmoins, les données donnent une base de comparaison au cours du temps et à travers les groupes de stratégies de subsistance et Départements. En outre, l'indice de dépenses mensuelles est statistiquement fortement corrélé avec l'indice de richesse ($r^2 = 0,54$, $p < 0,01$) et l'indice des revenus mensuels ($r^2 = 0,37$, $p < 0,01$).

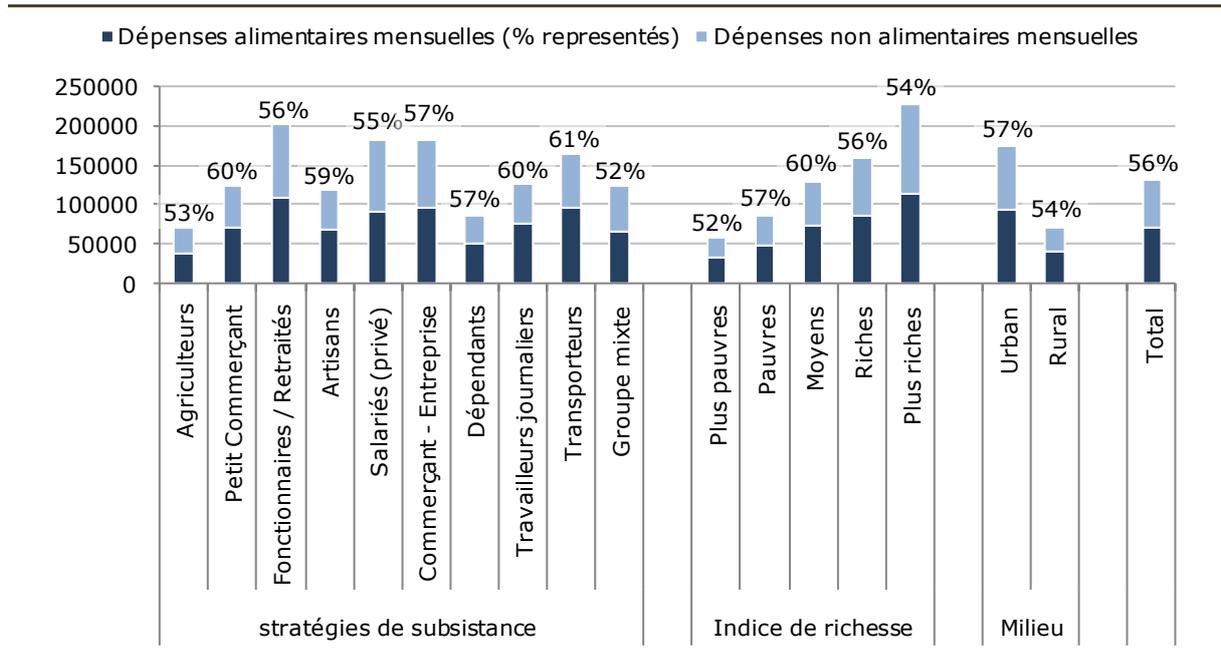
Dépenses Alimentaires et Non-Alimentaires

La moyenne des dépenses mensuelle est de 132 000 Francs CFA/mois. En moyenne, plus de la moitié (56%) de ces dépenses sont consacrées à l'achat d'aliments, soit, en moyenne, 71,000 FCFA. Le montant moyen des dépenses varie fortement par groupes de stratégies de subsistance. Deux groupes ont des dépenses mensuelles moyennes inférieures à 100 000 FCFA : les Agriculteurs (70 000 FCFA), et les Dépendants (87 000 FCFA). Ceci confirme la vulnérabilité de ces deux groupes qui sont parmi ceux avec la plus forte proportion de ménages dans le plus pauvre quintile de l'indice de richesse.

Géographiquement, les dépenses mensuelles totales sont en moyenne les plus faibles dans les Départements de Lekoumou (36 000 FCFA), Likouala (47 000 FCA), et Bouenza (49 000 FCA). Lekoumou et Likouala ont également une forte proportion de ménages dans le pauvre quintile de l'indice de richesse. C'est aussi dans ces deux Départements, avec Sangha, que la proportion des dépenses alimentaires par rapport aux dépenses totales est la plus faible (moins de 50%). Inversement, c'est dans les zones urbaines de Brazzaville et Pointe Noire que les dépenses mensuelles totales sont en moyenne les plus élevées, à respectivement 89 000 et 101 000 FCA. La proportion des dépenses consacrées à l'alimentation change peu entre milieu urbain et rural, à respectivement 57% et 54%.

Comme décrit précédemment, l'indice de dépenses mensuelles est statistiquement fortement corrélé avec l'indice de richesse ($r^2 = 0,54$, $p < 0,01$). En effet, les données montrent une croissance du montant moyen des dépenses associées aux quintiles les plus riches. Toutefois, la proportion des dépenses consacrées à l'alimentation ne montre pas de tendance claire.

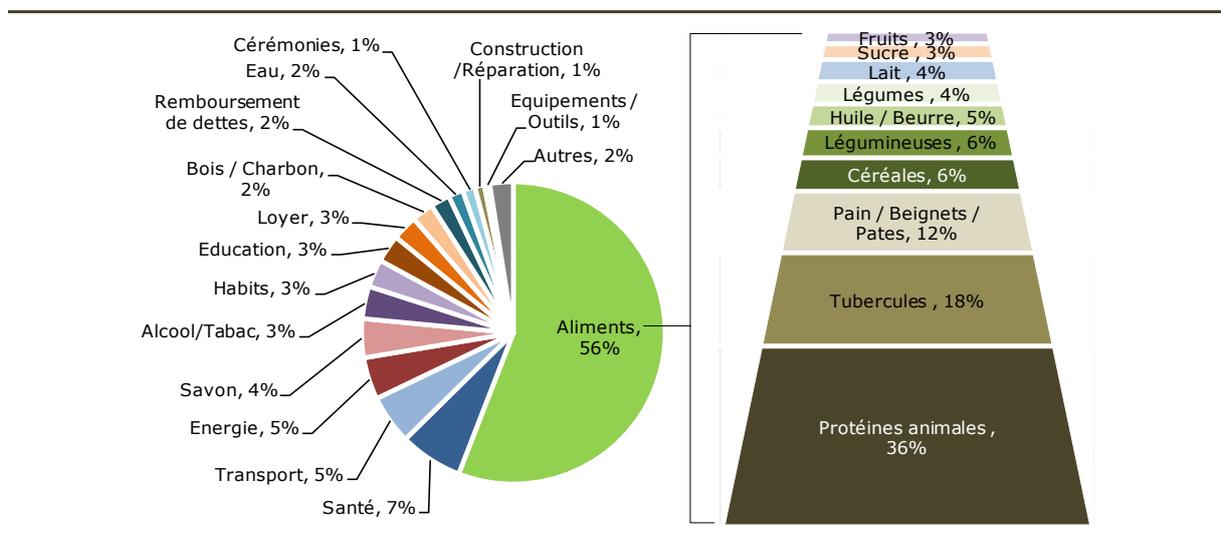
Figure 14: Dépenses Alimentaires et Non-alimentaires



Une analyse plus détaillée des dépenses alimentaires montre que plus de 36% des dépenses alimentaires vont vers l'achat de viandes et poissons. Le poisson seul utilise 22% des dépenses alimentaires. Le deuxième poste le plus important est l'achat de tubercules (18%), principalement le manioc (17%). Le pain, les beignets et pâtes alimentaires forment la troisième catégorie de dépenses alimentaires la plus importante (12%). Les dépenses non-alimentaires sont assez diversifiées. Les frais de soins de sante sont les plus importants et représentent 7% des dépenses totales.

Les données de l'étude ne suggèrent pas de différences importantes dans la distribution des dépenses entre Départements, stratégies de vie, et milieu urbain et rural, si ce n'est dans le Bouenza et Pool, où une part plus importante des dépenses va à l'achat de poisson, et dans le Sangha, où la viande est une dépense plus importante.

Figure 15: Structure des Dépenses des Ménages



Quintiles des Dépenses Mensuelles

Pour explorer plus en détail les caractéristiques des ménages avec des faibles dépenses, des quintiles ont été définis sur base de l'indice de dépenses mensuelles. Parmi les ménages dans le plus faible quintile des dépenses, les dépenses mensuelles sont en moyenne de 34 000 FCA, moins de la moitié du montant moyen des dépenses dans le deuxième quintile le plus faible (84 000 FCFA), et sept fois moins que le montant moyen des dépenses dans le quintile avec les dépenses les plus élevées (258 000 FCFA).

Table 4: Caractéristiques Associées aux Quintiles des Dépenses

	Dépenses mensuelles totales moyennes	Dépenses mensuelles totales moyennes	% des dépenses pour l'alimentation	% de ménages dans le plus pauvre quintile de richesse	% ruraux	% femmes chefs de ménage	% ne sait ni lire ni écrire	% n'utilisant pas de toilettes
Plus faibles	34 000	18 000	50	53	90	20	34	25
Faibles	84 000	50 000	60	24	55	19	20	18
Moyennes	125 000	75 000	60	12	29	18	14	9
Elevées	158 000	89 000	57	8	19	11	9	6
Plus élevées	258 000	123 000	56	4	13	14	4	5

La proportion de ménages dans le plus faible quintile des dépenses est la plus importantes parmi les Agriculteurs (46%). Dans tous les autres groupes de stratégie de subsistance, moins de 20% des ménages sont dans le plus faible quintile des dépenses (19% parmi les Dépendants). Parmi les Départements, la proportion de ménages dans le plus faible quintile des dépenses est surtout élevée dans le Likouala (77%), Lekoumou (77%), et Bouenza (65%). Parmi les autres caractéristiques associées aux quintiles des dépenses on trouve (1) le genre du chef de ménage, avec une plus forte proportion de femmes dans le plus faible quintile, (2) le niveau d'éducation, avec une plus forte proportion d'illettrés dans les plus faibles quintiles, et (3) le type de latrines utilisées, avec une plus forte proportion de ménages n'utilisant pas de latrines parmi les plus faibles quintiles.

Crédit, Echanges et Cash

La majorité des dépenses (93%) sont faites en argent liquide. L'information sur les dépenses des ménages indiquent que le crédit et le troc joue un rôle relativement faible pour les ménages : seul 5% des dépenses sont payées à crédit, et 2% sont effectuées via un échange de marchandises ou services (troc).

Le crédit joue un rôle plus important pour les ménages les plus pauvres, puisque 11% des dépenses mensuelles sont, en moyenne, faites à crédit parmi les ménages dans le plus pauvre quintile de l'indice de richesse, compare à 6% ou moins parmi tous les autres quintiles. Il y a peu de variations par stratégie de subsistance, toutefois, pour les Agriculteurs, les dépenses à crédit couvrent 9% de toutes les dépenses. Enfin, le crédit ne couvre que 5% des dépenses ou moins dans tous les Départements, à l'exception notable des Plateaux où 44% des dépenses sont faites à crédit selon les données de l'étude.

Pour mieux comprendre l'utilisation du crédit, les ménages ont été interrogés sur les différentes sources de crédit auxquels ils peuvent avoir accès. Près d'un ménage sur deux indique avoir accès à au moins une source de crédit. Les Départements les moins bien desservis sont Kouilou (39%), et Likouala (45%). Toutefois, pour la majorité la source principale de crédit est informelle – des amis, ou la famille. Seulement 18.4% des ménages ont accès à d'autres sources de crédit. Ces autres sources de crédit sont plus fréquemment disponibles en milieu urbain (22%) compare au milieu rural (12%), et sont principalement des bailleurs de fonds prives, et des banques. Parmi les stratégies de subsistance, l'accès au crédit est le moins fréquent parmi les petits Commerçants (55%). Les données ne suggèrent pas une association entre l'accès au crédit et le niveau de richesse et de dépenses.

RISQUES ET VULNERABILITÉ

Jusqu'ici, l'analyse des données s'est concentrée sur les avoirs de subsistances (les différentes sortes de capital), et la mise en œuvre de ses avoirs au moyen des stratégies de subsistances. Avant d'examiner les implications de ces avoirs et stratégies de subsistance sur la consommation et la sécurité alimentaire, il convient d'explorer plus en détails les risques externes et stratégies de compensation mises en œuvre par les ménages.

APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE

Les stratégies de vie et la sécurité alimentaire des ménages sont influencées par l'environnement dans lequel ils vivent. Cet environnement, ou contexte de vulnérabilité, peut être décrit en fonction de tendances critiques (par exemple, croissance démographique et économique, changements technologiques), de cycles saisonniers (par exemple cycles de production, évolution des prix sur les marchés) et des chocs (naturels et d'origine humaine). Le risque d'insécurité alimentaire (R) est défini comme le produit de la probabilité d'un choc d'une certaine intensité (C), de la vulnérabilité à ce risque (VUL) et de la taille de la population dans la zone à risque (POP).

$$R = C \times VUL \times POP$$

Les données suivantes illustrent de façon générale le contexte de vulnérabilité en République du Congo. Des études plus détaillées restent nécessaires pour étudier l'impact de chocs spécifiques.

CHOCS

Sur base de l'analyse des données de l'AASAV, 64% des ménages ont rencontré au moins un problème majeur au cours des 12 mois précédant l'enquête: 40% ont rencontré un problème, 19% en mentionnent deux, et 4% trois. 36% n'ont rencontré aucun problème. Les chocs les plus fréquemment mentionnés parmi le principal problème sont : une maladie temporaire (22%), les prix élevés de la nourriture (13%), une maladie chronique (5%), et les maladies des plantes (5%). Moins de 3% mentionnent des chocs environnementaux tels que des inondations (2%), la sécheresse (1%), des pluies irrégulières (1%), ou la grêle/tempête (0%). Le tableau suivant présente les différences pour les principaux chocs par Départements, groupes de moyens de subsistance et quintiles d'indice de richesse.

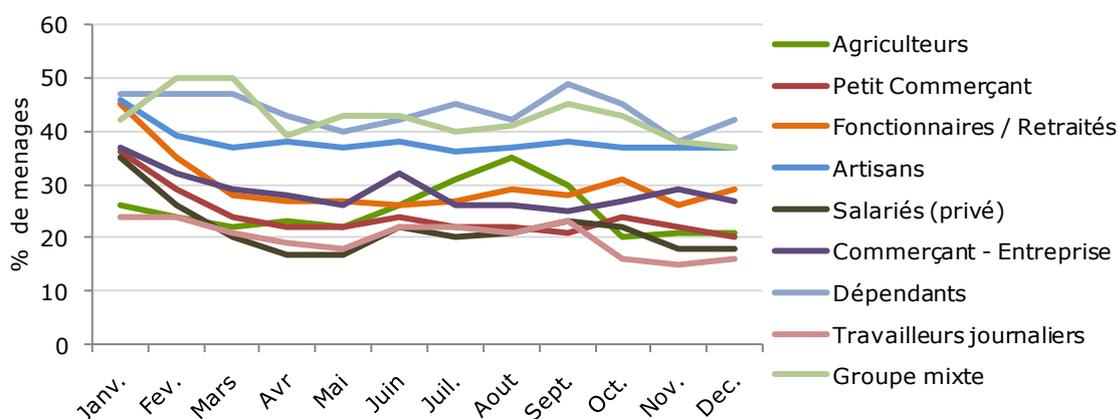
Les maladies temporaires, chroniques, et maladies des plantes se traduisent par une perte de revenus ou de production pour plus de 70% des ménages (respectivement, 70%, 80%, et 96%). Les prix élevés de la nourriture sont associés à une perte de revenus ou production pour 35% des ménages. Toutefois, tous ces chocs sont associés à une diminution de la capacité à avoir suffisamment à manger : entre 74% et 89% des ménages mentionnent cet effet pour les quatre chocs principaux. Un impact sur les biens à disposition du ménage n'est mentionné que par environ un ménage sur cinq pour chacun des chocs. Moins d'un tiers des ménages indique s'être remis de ces chocs. Pour les maladies chroniques et les prix élevés de la nourriture, la moitié des ménages indique encore être affecté par le choc (respectivement 54% et 50%). Pour les maladies des plantes et maladies temporaires, ils sont respectivement 22% et 30% à ne pas s'être remis des pertes occasionnées.

Table 5: Principaux Chocs

		Pas de problème (%)	Maladie temporaire (%)	Prix de la nourriture (%)	Maladie chronique (%)	Maladies plantes (%)
Départements	Kouilou	51,3	19,5	1,3	5,2	3,2
	Niari	21,0	15,4	3,9	4,6	9,5
	Lekoumou	25,5	48,3	0,7	5,0	4,4
	Bouenza	29,9	25,8	10,0	4,5	4,5
	Pool	34,7	20,1	3,4	6,5	12,9
	Plateaux	42,9	6,8	0,7	5,1	23,0
	Cuvette	37,2	17,3	0,3	2,9	13,8
	Sangha	43,8	21,6	3,2	3,2	2,5
	Likouala	27,8	34,3	0,3	1,3	13,6
	Brazzaville	31,0	19,9	25,6	5,8	0,0
Pointe Noire	44,3	26,7	9,1	4,1	0,0	
Groupes de moyens de subsistance	Agriculteurs	31,2	22,4	3,1	4,3	11,9
	Petit Commerçant	39,4	18,2	12,7	7,0	3,9
	Fonctionnaires / Retraités	36,1	21,7	19,7	5,7	0,5
	Artisans	31,4	26,3	24,1	0,1	0,7
	Salariés (privé)	40,2	20,3	18,1	3,5	0,5
	Commerçant - Entreprise	35,1	24,7	15,1	7,3	0,5
	Dépendants	27,5	23,7	13,9	15,5	0,9
	Travailleurs journaliers	51,6	13,0	15,7	1,0	1,8
	Transporteurs	79,7	13,1	0,0	0,0	0,0
	Groupe mixte	24,2	31,5	4,9	8,7	0,9
Quintiles d'indice de richesse	Plus pauvres	34,7	21,5	2,3	4,4	11,2
	Pauvres	31,6	22,0	6,1	4,7	9,8
	Moyens	35,5	25,5	15,7	5,0	1,6
	Riches	35,3	17,0	23,3	6,6	0,0
	Plus riches	40,5	23,6	15,6	3,6	0,0
Total		35,5	21,9	12,6	4,9	4,5

Pour mieux comprendre les difficultés des ménages à assurer leur accès à la nourriture, il était demandé d'identifier les mois où le ménage a eu des problèmes à satisfaire ses besoins alimentaires. De façon générale, c'est aux mois de janvier et février que les ménages ont le plus de problèmes. Toutefois, il existe des différences entre groupes. Pour les Agriculteurs qui dépendent le plus fortement de leur propre production, c'est aux mois de juillet août septembre que les problèmes se présentent le plus.

Figure 16: Calendrier des Problèmes à Satisfaire les Besoins Alimentaires



Concernant les prix des denrées, un des chocs les plus fréquemment mentionnés, l'enquête comprenait un questionnaire relatif aux marchés. Les résultats principaux sont :

- Les céréales, les légumineuses et les tubercules sont les 3 principaux circuits commerciaux d'opération. La plupart des détaillants (3/4) ont démarré leur activité de commerce depuis plus de 3 ans
- L'inflation est importante : les prix ont globalement augmenté de +7% et +23% sur un an – du fait de la flambée des prix, des coûts élevés de transactions et/ou de la diminution de la disponibilité. Toutefois, la fixation du prix semble être avant tout fonction de chaque vendeur, même si l'on note qu'une entente entre eux du prix minimal au détail peut avoir lieu chaque matin avant que l'ouverture du marché.
- L'évolution des ventes sur un an est soit à la baisse (un cas sur 2) soit à la stagnation (un cas sur 3). L'absence de la demande et de la faible marge bénéficiaire constitue les principales contraintes qui empêchent l'augmentation du chiffre d'affaire.
- Deux tiers des vendeurs accordent des prêts à certains de leurs clients : près d'un cinquième (19%) des ventes totales le sont sous forme prêts.
- La capacité à satisfaire une hausse de la demande est limitée à cause des faibles stocks disponibles. Une hausse de la demande se traduit donc rapidement par une augmentation des prix.

AUTRES RISQUES

L'analyse de l'insécurité alimentaire et des risques et vulnérabilités se concentre sur la population en générale, et les chocs auxquelles ils peuvent devoir faire face. Plusieurs facteurs et groupes en risques d'insécurité alimentaire ne sont pas étudiés soit parce qu'ils représentent une trop faible partie de la population que pour être valablement représenté dans un échantillon national, soit parce que l'enquête ne couvrait pas particulièrement ces facteurs de vulnérabilité. Deux groupes clés à considérer sont :

1. Les populations déplacées
2. Les personnes et ménages vivant avec le VIH/SIDA.

Des études plus spécifiques sont nécessaires pour mieux comprendre les caractéristiques de l'insécurité alimentaire parmi ces groupes.

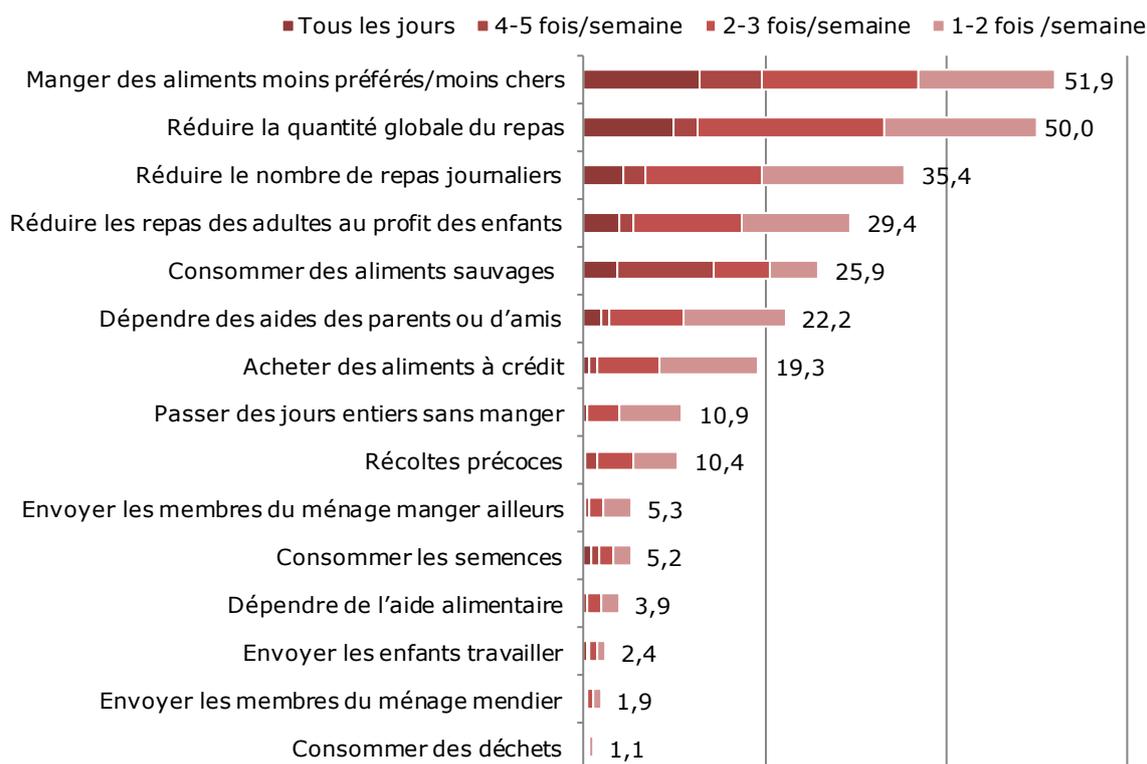
STRATÉGIE DE SURVIE

Une série de questions sur les stratégies de survie ou mécanismes d'adaptation étaient posée aux ménages. Trois ménages sur quatre (75%) utilisaient au moins un mécanisme d'adaptation au cours des trente jours précédant l'enquête. Les mécanismes d'adaptation les plus fréquents sont ceux liés à un changement des habitudes alimentaires et à une diminution des quantités consommées. Les mécanismes utilisés sont assez variés. La moitié des ménages mangeait des aliments moins préférés/moins chers (52%) et/ou réduisait la quantité globale du repas (50%). Un ménage sur cinq ou plus réduisait le nombre de repas journaliers (35%) et/ou réduisait les repas des adultes au profit des enfants (29%) et/ou consommait des aliments sauvages (26%) et/ou dépendait des aides des parents ou d'amis (22%), et/ou achetait des aliments à crédit (19%).

Dans quatre Départements, plus de 90% des ménages utilisaient au moins un mécanisme d'adaptation : le Niari (98%), Pool (97%), Plateaux (95%), et Lekoumou (91%). Partout ailleurs, moins de 80% des ménages avaient recours à ces mécanismes. Parmi les principaux groupes de moyens de subsistance, c'est au sein des Agriculteurs que les mécanismes d'adaptation sont les plus fréquemment utilisés (83%), suivi des Dépendants (80%), et Travailleurs journaliers (88%).

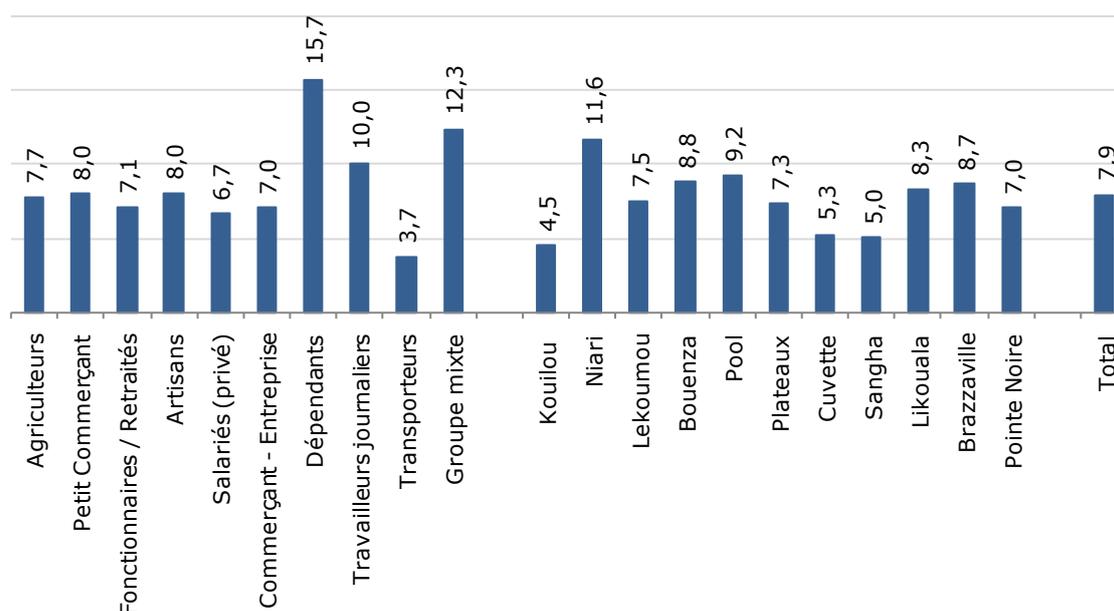
Parmi les Agriculteurs, la consommation d'aliments sauvages est particulièrement fréquente comme mécanisme d'adaptation : 59% des ménages Agriculteurs y recourent. C'est le mécanisme le plus fréquent parmi ce groupe. Parmi les Dépendants, 61% des ménages réduisent la taille des repas, et 55% consomment des aliments moins cher /moins préférés. Ce sont les mêmes mécanismes qui sont les plus fréquents parmi les Travailleurs journaliers (respectivement 50% et 55% des Travailleurs journaliers).

Figure 17: Stratégies de Survie



Sur la base des informations collectées, un indice de stratégie de survie réduit a été créé (CSI). L'indice est obtenu en sommant le produit de la fréquence de chaque mécanisme par un coefficient de pondération reflétant la gravité du mécanisme. L'indice est un indicateur relatif et n'est utile que pour établir des comparaisons dans le temps et géographiquement. Un indice élevé indique une utilisation importante de mécanismes d'adaptation, ce qui peut refléter un risque d'insécurité alimentaire. Le Groupe mixte, les Dépendants, et les Travailleurs journaliers ont le CSI moyen le plus élevé. Géographiquement, c'est dans le Département du Niari que le CSI moyen est le plus élevé. Les différences de CSI moyen entre Départements (F 9,5 ; 10 d.f. $p < 0,01$) et groupes de moyens de subsistance (F15,3 ; 9 d.f. $p < 0,01$) sont statistiquement significatives.

Figure 18: Indice de Stratégie de Survie Réduit



ASSISTANCE

L'assistance alimentaire est fréquente parmi les ménages congolais, mais principalement de façon informelle. Plus d'un ménage sur quatre (27%) déclare avoir reçu des vivres au cours des 6 mois précédant l'enquête, et 29% déclarent avoir donné des vivres au cours de la même période. C'est dans le Sangha que la proportion de ménages ayant reçu des vivres est la plus élevée (81%), suivi du Lekoumou (46%), et Niari (40%). Parmi les groupes de moyens de subsistance, c'est au sein des Dépendants que l'assistance est la plus fréquente (49%), suivi des Agriculteurs (29%).

Pour 95% des ménages ayant reçu des vivres, la source était familiale, ou parmi les amis. Moins de 4% déclarent avoir reçu des vivres venant d'ONG nationales ou internationales (1,3%), de l'église (1,6%), du gouvernement (0,5%), ou des Nations Unies (0,1%). C'est surtout à Brazzaville que ces sources de vivres sont plus communes : 6% des ménages ayant reçu des vivres les ont reçus soit d'une ONG (3%) soit de l'église (3%). De façon hypothétique, les ménages indiquent que, en cas de besoin, ils demanderaient des vivres principalement à leur famille ou amis (85%). Les Nations Unies sont mentionnées par 4% des ménages, suivi des Commerçants (3%), ONG (2%), et de l'église (2%).

Tout comme l'assistance alimentaire, l'assistance non-alimentaire est relativement fréquente : Près d'un ménage sur cinq (18%) indiquent avoir reçu une aide non-alimentaire, principalement sous forme d'aide financière (64%), de soins de santé (9%), et d'éducation (5%). L'aide non-alimentaire est la plus fréquente dans le Département de Sangha (34%), et parmi les Dépendants (55%). Pour 93% des ménages ayant reçu ce type d'assistance, la source était la famille ou les amis. Les autres sources sont rares. Le gouvernement est une source d'aide non-alimentaire pour 8% des ménages dans les Départements des Plateaux et Pool. L'église joue un rôle marginalement plus important qu'ailleurs à Pointe Noire (4%), Sangha (5%) et Pool (3%).

Dans l'ensemble, ces résultats suggèrent l'existence d'un réseau d'assistance locale au sein de la communauté.

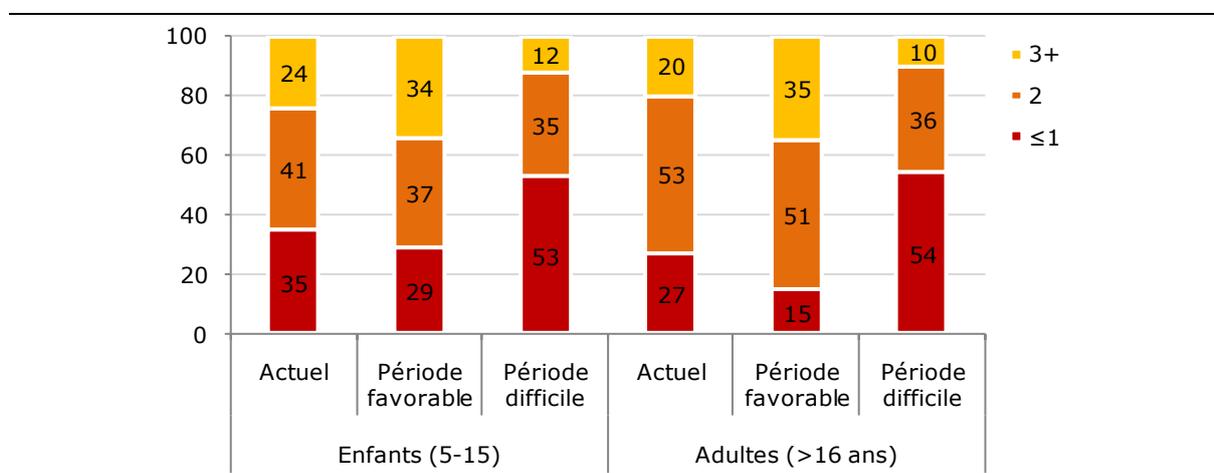
CONSOMMATION ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

L'accès alimentaire des ménages est défini comme la capacité de se procurer une qualité et une quantité suffisantes de nourriture pour répondre aux besoins nutritionnels de tous les membres du ménage leur permettant de mener une vie productive.⁶ Pour mieux comprendre l'accès alimentaire des ménages en République du Congo, l'AASAV explore les habitudes de consommation de 23 aliments ou groupes d'aliments. Les sources principales d'approvisionnement étaient également explorées. Pour faciliter la présentation des résultats, les aliments ou groupes d'aliments ont été groupés en 9 catégories : Céréales, tubercules, légumineuses, légumes, fruits, protéines animales, huile, sucre, et lait.

DIVERSITÉ ET SOURCES ALIMENTAIRE

Les ménages ont indiqué que les enfants avaient mangé en moyenne 1,7 repas le jour précédent l'enquête. C'est moins qu'en période favorable (juste après la récolte ou perception du salaire) quand la moyenne est de 1,9 ; mais plus qu'en période défavorable, où les enfants n'ont en moyenne que 1,4 repas par jour. En période difficile, dans plus de la moitié des ménages (53%), les enfants n'ont qu'un repas par jour ou moins. En ce qui concerne les adultes, lors de l'enquête, la moyenne du nombre de repas était 1,9 ; plus que pour les enfants. La moyenne pour les adultes était intermédiaire entre le nombre moyen de repas en période défavorable (1,5) et en période favorable (2,2). En période défavorable, comme pour les enfants, les adultes ne mangent en moyenne qu'un seul repas par jour ou moins dans plus de la moitié des ménages.

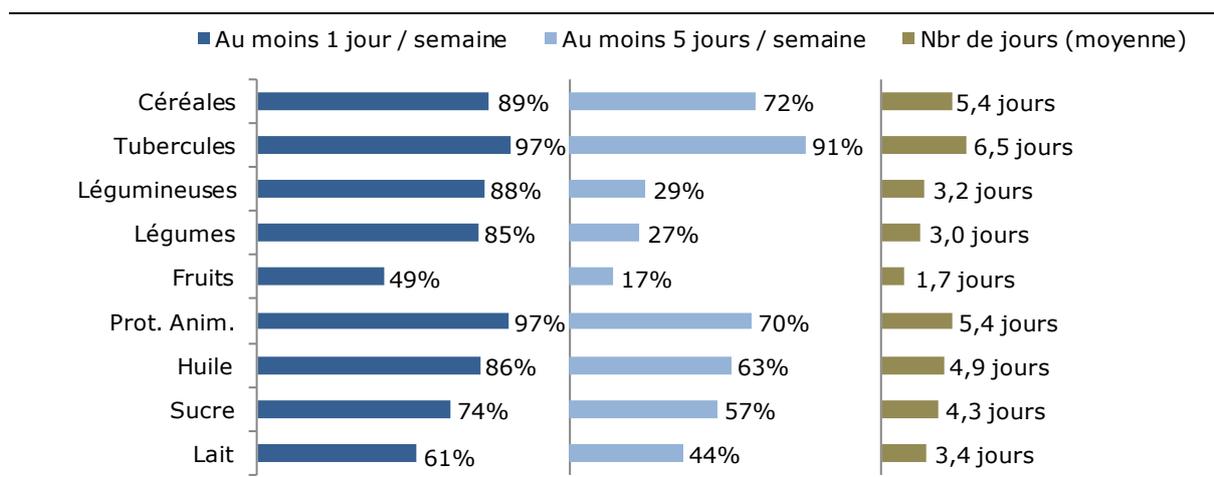
Figure 19 Nombre de Repas Moyen (% ménages)



Les aliments les plus communément consommés sont les tubercules en moyenne 6,5 jours par semaine, les céréales (5,4 jours), et la viande (5,4). Tous les groupes d'aliments sont consommés en moyenne au moins deux jours par semaine, sauf les fruits. Chaque groupe d'aliment est consommé au moins une fois par semaine par plus de 70% des ménages. En outre, plus de 70% des ménages consomment au moins cinq jours par semaine des céréales, tubercules, et/ou protéines animales. Toutefois, il y a d'importantes variations au sein de la population.

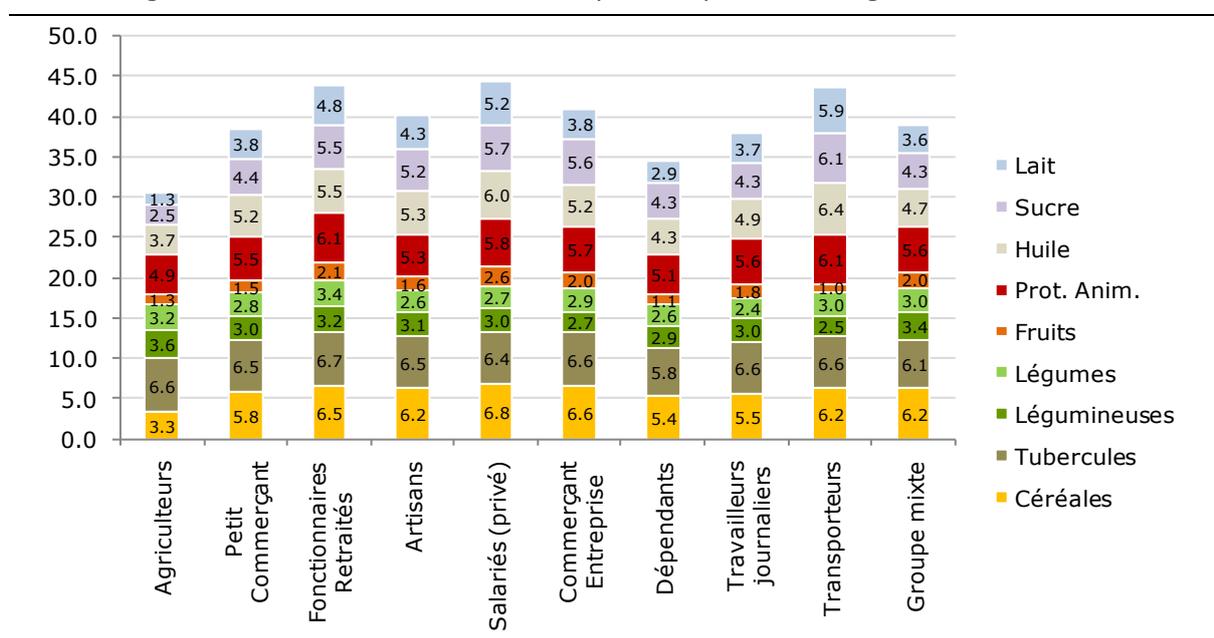
⁶ Swindale A, Bilinsky P (2006) Score de Diversité alimentaire des Ménages (SDAM) pour la mesure de l'accès alimentaire des ménages : Guide d'indicateurs VERSION 2, Washington, D.C.: Projet d'Assistance technique en matière d'Alimentation et de Nutrition, l'Académie pour le Développement de l'Éducation, 2006.

Figure 20: Consommation des Groupes d'Aliments



La figure suivante représente le nombre de jour de consommation pour les différents aliments par groupes de stratégies de subsistance. La consommation de tubercules est en moyenne la plus fréquente de tous les groupes d'aliments élevée pour tous les groupes. La consommation de céréales est également fréquente, partout plus de cinq jours par semaine en moyenne, sauf parmi les Agriculteurs. C'est aussi parmi les Agriculteurs que la consommation de protéines animales, d'huile, de sucre, et de lait est la plus faible en moyenne. La hauteur la colonne indique que, en moyenne, la consommation totale est la plus faible pour ce groupe. Pour chaque aliment, il y a des différences statistiquement significatives entre groupes de stratégies de subsistance.

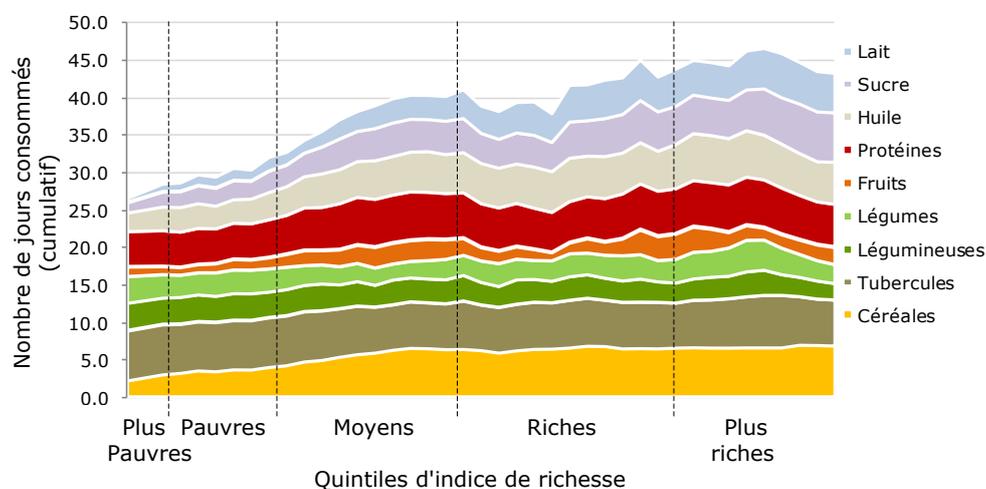
Figure 21: Consommation Alimentaire par Groupes de Stratégies de Subsistance



Les données de l'AASAV permettent également de mieux comprendre les habitudes de consommation alimentaire en fonction du niveau de richesse du ménage (indice de richesse). Le graphique suivant montre qu'une croissance de l'indice de richesse se traduit en moyenne d'abord par l'accroissement de la consommation de céréales et de sucre. Dans le deuxième quintile, la consommation moyenne de céréales continue à augmenter, ainsi que celle d'huile, de sucre, et de lait. Dans le troisième quintile, la consommation de fruits et de protéines animales augmente. Les

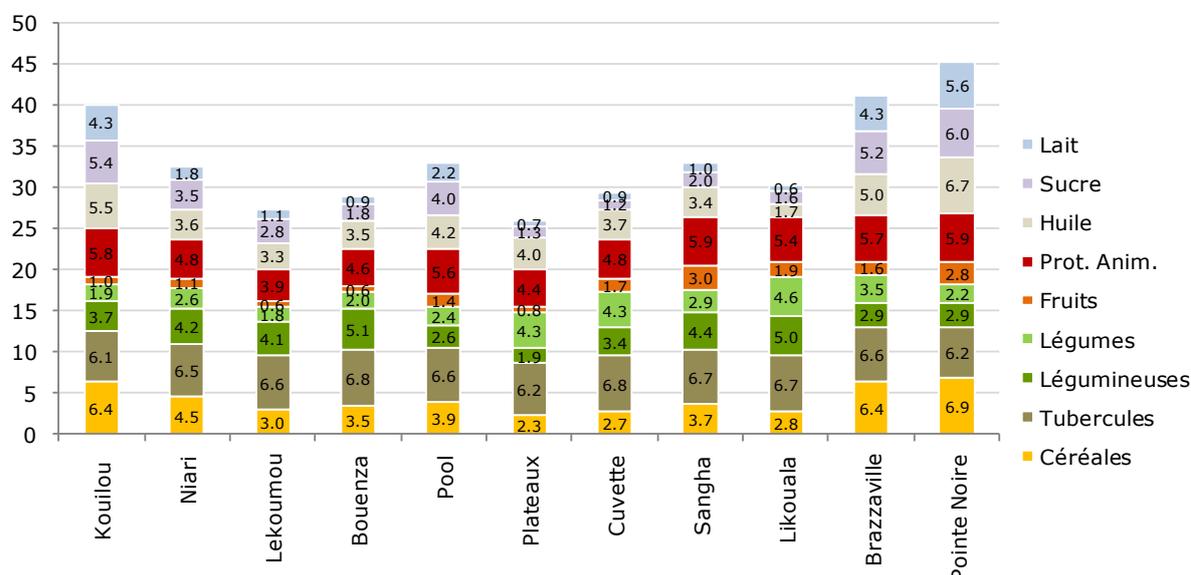
quintiles plus riches montrent des tendances variées, mais avec dans l'ensemble une forte consommation de tous les groupes d'aliments.

Figure 22: Consommation Alimentaire par Quintiles de Richesse



Enfin, géographiquement, l'analyse des données de consommation montre que la consommation de céréales, tubercules et légumineuses est la plus faible dans les Plateaux, mais on y consomme, en moyenne, d'avantage de légumes que dans la plupart des autres Départements. La consommation de protéines animales est la plus faible dans le Lekoumou, et la consommation cumulative des différents aliments (hauteur de la colonne) est la deuxième plus faible valeur.

Figure 23: Consommation Alimentaire par Départements



Sources Alimentaires

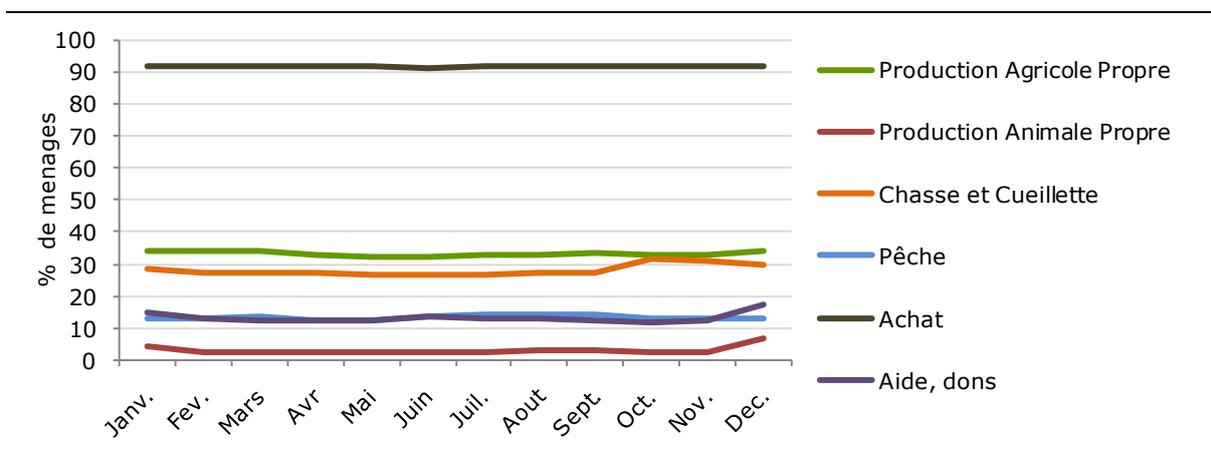
Durant l'enquête, chaque ménage devait indiquer la principale source des différents aliments consommés. Pour tous les aliments, la source principale d'approvisionnement est l'achat. Pour les céréales, le lait, et les condiments, y compris le sucre, plus de 85% des ménages dépendent du marché pour leur approvisionnement. C'est également le cas pour le poisson et les viandes, sauf la

viande de brousse pour laquelle 20% des ménages dépendent de la chasse et 66% du marché. La dépendance au marché pour l’approvisionnement reste fréquente pour tous les autres aliments. Elle est la plus faible pour les tubercules et légumes, avec entre 20% et 25% des ménages qui dépendent de leur propre production.

Les chiffres sur les sources alimentaires reflètent les stratégies de vie mise en œuvre par les ménages, 29.7% des ménages sont des Agriculteurs et c’est pratiquement uniquement parmi eux que la production propre joue un rôle important. Par exemple, 72% des ménages Agriculteurs dépendent de leur propre production pour leur approvisionnement en manioc, comparé à moins de 20% parmi les autres stratégies de subsistance. Parmi les autres groupes, seuls les Travailleurs journaliers et les petits Commerçants utilisent de façon relativement fréquente d’autres sources que l’achat (en général production propre ou chasse). L’analyse par Départements reflète la distribution des Agriculteurs qui représentent plus de 70% des ménages dans tous les Départements, sauf Sangha (60%), Pool (61%), Kouilou (35%), et les zones urbaines (moins de 3% à Brazzaville et Pointe Noire). Considérant le niveau économique, la dépendance au marché s’accroît avec l’indice de richesse, ce qui peut refléter la part importante des Agriculteurs dans le plus faible quintile de richesse.

Les données de l’AASAV suggèrent également que l’accès aux différentes sources alimentaires est relativement stable au cours de l’année. Pour chaque source possible, les ménages pouvaient spécifier les mois de l’année durant lesquels ils ont accès à cette source. Plus de 90% des ménages ont accès aux marchés toute l’année. La deuxième source la plus fréquente est la production agricole propre, utilisée par un ménage sur trois durant toute l’année.

Figure 24: Utilisation des Sources Alimentaires au Cours de l’Année



GROUPES DE CONSOMMATION ALIMENTAIRE

Méthodologie

La diversité alimentaire est associée à une consommation adéquate, au statut nutritionnel des femmes et enfants et au statut socio-économique.⁷ Pour mesurer cette diversité et consommation alimentaire, un score de consommation alimentaire (SCA) est calculé de façon standardisée pour permettre les comparaisons au cours du temps et à travers les régions. Le score est basé sur une somme pondérée qui prend en compte à la fois la fréquence de consommation des différents groupes d’aliments et leur valeur nutritive.

⁷ Ruel M. (2003): Operationalizing Dietary Diversity: A Review of Measurement Issues and Research Priorities. Journal of Nutrition 133 (11 suppl. 2) 3911S-3926S

Huit classes ou groupes d'aliments sont établis : (1) aliments de base (céréales, tubercules), (2) Légumineuses (haricots, noix et graines), (3) légumes, (4) fruits, (5) protéines animales (viande, oeuf, poisson et crustacées), (6) produits laitiers, (7) sucre, et (8) huiles et matières grasses. Pour chaque groupe d'aliment la consommation est exprimée en nombre de jours consommés au cours de la semaine écoulée. La fréquence de consommation varie donc de 0 (jamais consommé) à 7 (consommé tous les jours de la semaine). Les fréquences de consommation sont ensuite additionnées en tenant compte d'un facteur de pondération qui reflète la valeur nutritive de la catégorie d'aliments. Les coefficients de pondération (X) sont présentés ci-dessous.

$$SCA = nj_{alim.base} X_{alim.base} + nj_{légumineuse} X_{légumineuse} + nj_{légumes} X_{légumes} + nj_{fruits} X_{fruits} + nj_{prot.anim.} X_{prot.anim.} + nj_{sucre} X_{sucre} + nj_{prod.lait.} X_{prod.lait.} + nj_{huile} X_{huile}$$

nj = nbr de jours consommés au cours de la semaine écoulée (0-7),
X = coefficient de pondération

Aliments	Groupes	Coefficient de pondération
Maïs, riz, sorgho, mil, pain et autres céréales	Céréales et Tubercules	2
Manioc, patates, ignames et autres tubercules		
Haricot, pois, arachide, noix de cajou et autre légumineuses	Légumineuses	3
Légumes et feuilles	Légumes	1
Fruits	Fruits	1
Bœuf, mouton, chèvre, volaille, porc, œuf et poisson	Protéines animales	4
Lait, yaourt et autres produits laitiers	Lait	4
Sucre, miel et autres sucreries	Sucre	0,5
Huile, graisse et beurre	Huile	0,5

Le résultat de la somme pondérée est une variable continue pouvant théoriquement aller de 0 (aucun aliment consommé durant la semaine) à 112 (tous les aliments consommés tous les jours de la semaine). Cette variable étant difficile à interpréter, deux valeurs limites sont utilisées pour définir des classes de consommation : un score de 21, et un score de 35. Ces deux scores correspondent à des niveaux de consommations particuliers et définissent les catégories suivantes:

- la classe de consommation pauvre constituée de ménages dont le score de consommation est inférieur à 21 (inclus);
- la classe de consommation limite qui regroupe les ménages dont le score de consommation est compris entre 21,5 et 35 (inclus) ;
- la classe de consommation acceptable composée par les ménages dont le score de consommation est supérieure à 35 (exclus).

Scores de Consommation Alimentaire

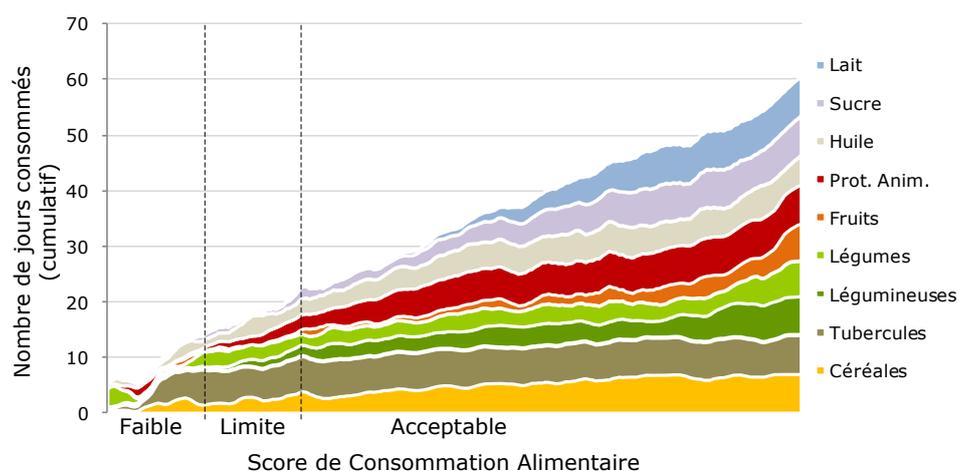
Les données de Mai 2010 suggèrent que 1,3% des ménages ont une consommation alimentaire pauvre, et 6,5% ont une consommation alimentaire limite. L'analyse des fréquences de consommation des différents aliments par classe de consommation montre que parmi les ménages avec une pauvre consommation, les tubercules sont le groupe d'aliments le plus fréquemment consommés, en moyenne 5 jours dans la semaine précédant l'enquête, suivis par les céréales (2 jours par semaine). Une consommation limite se caractérise en moyenne par une plus forte consommation de légumes, légumineuses, et protéines animales, deux jours dans la semaine. Enfin le lait et le sucre ne sont en moyenne consommés de façon fréquente que parmi les ménages avec une consommation acceptable. Dans ce groupe les protéines animales sont consommées de façon presque quotidienne (6 jours par semaine).

Table 6: Moyennes de Consommation Hebdomadaire (Jours) par Classe de Consommation

Classe de Consommation	Groupes d'aliments consommés (moyenne nombre de jours /semaine)										
	% Pop.	Céréales	Tubercules	(Céréales et Tubercules)	Légumineuses	Légumes	Fruits	Protéines Animales	Huile	Sucre	Lait
Pauvre	1,3	2,3	4,6	(5,4)	0,3	1,3	0,3	0,5	1,4	0,3	0,0
Limite	6,5	2,8	5,9	(6,7)	1,2	2,4	0,3	1,9	2,5	0,9	0,1
Acceptable	92,2	5,6	6,6	(7,0)	3,4	3,0	1,8	5,8	5,1	4,6	3,7
Total	100	5,4	6,5	(6,9)	3,2	3,0	1,7	5,4	4,9	4,3	3,4

La figure suivante permet de mieux comprendre les changements dans les habitudes alimentaires qui caractérisent les différents groupes de consommation. La figure donne le nombre moyen de jours de consommation pour les différents produits par score de consommation. Les limites de score de 21 et 35 qui définissent les classes sont indiquées par les lignes verticales. Les données suggèrent qu'il y a un groupe avec une très faible consommation alimentaire qui à un régime principalement base sur les légumes. Dans l'ensemble, toutefois, c'est la consommation de céréales et tubercules qui domine. La consommation de protéines animales ne devient plus importante dans le groupe de consommation limite, de même que la consommation de légumineuse. La consommation de sucre et de lait augmente avec le score total de consommation.

Figure 25: Fréquence et Diversité de la Consommation Alimentaire par Classe de Consommation

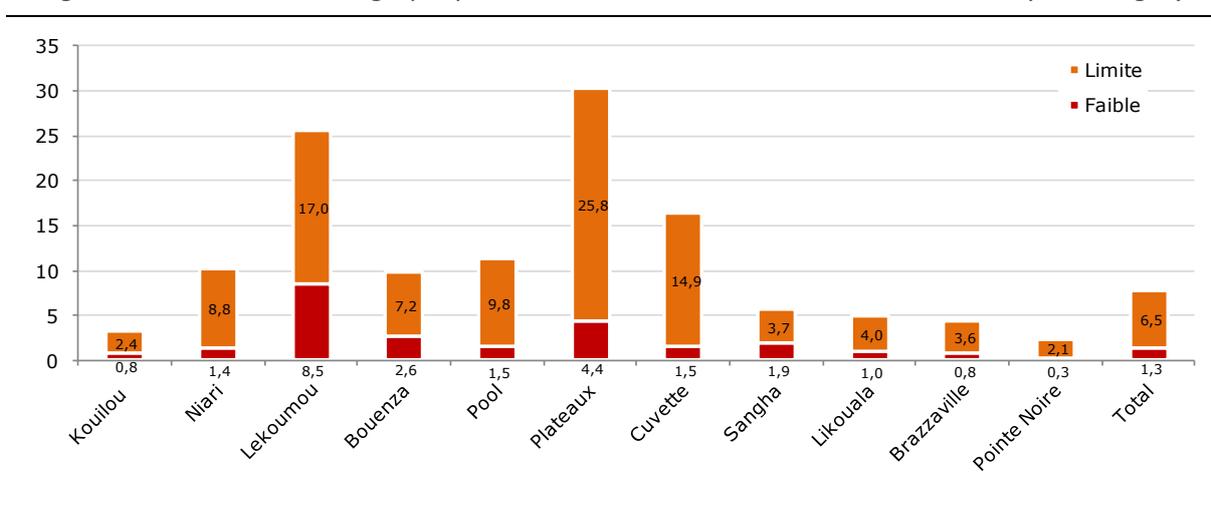


CARACTÉRISTIQUES DES CLASSES DE CONSOMMATION ALIMENTAIRE

Bien qu'au niveau national seulement 1,3% des ménages soient considérés comme ayant une faible consommation alimentaire, et 6,5% comme ayant une consommation alimentaire limite, les proportions varient fortement par Départements. La proportion de ménages avec une pauvre consommation alimentaire est la plus élevée dans le Lekoumou (8,5%), et dans les Plateaux (4,4%). Dans ces deux Départements, plus d'un ménage sur quatre a une consommation alimentaire pauvre ou limite. Trois autres Départements ont plus de 10% de ménages avec une consommation pauvre ou limite : la Cuvette (16,4%), Pool (11,3%), et Niari (10,2%). Les différences de proportion entre Départements sont statistiquement significatives. En **zone**

urbaine, 3.6% des ménages ont une consommation alimentaire pauvre ou limite, comparé avec 13.7% en **milieu rural**.

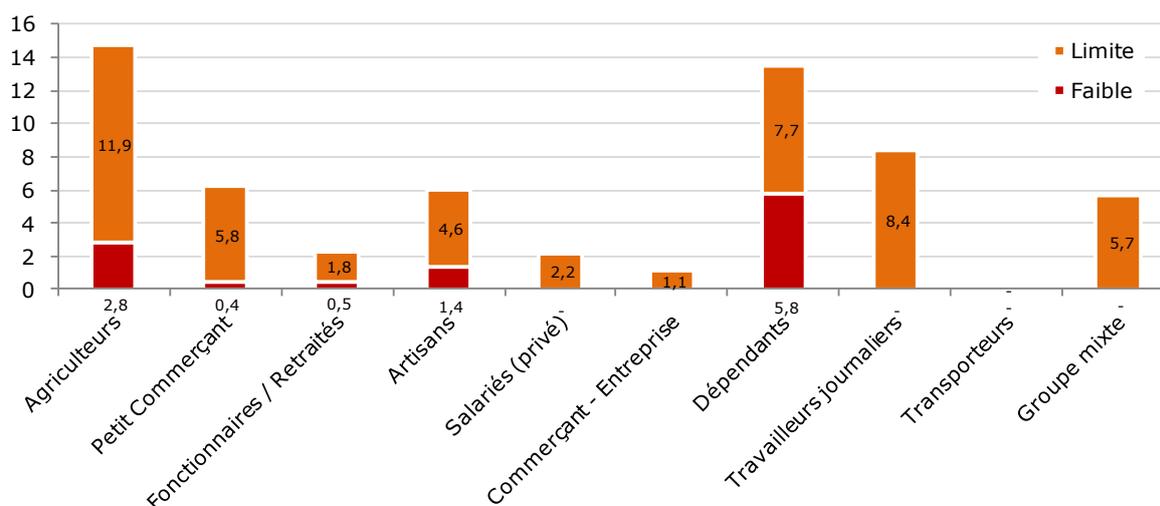
Figure 26: Distribution Géographique des Classes de Consommation Alimentaire (% Ménages)



Les niveaux de prévalences associés à la consommation alimentaire permettent d'identifier les zones critiques. Toutefois, il est également important d'examiner où se trouvent la plupart des ménages avec une consommation alimentaire faible ou limite. Près d'un ménage sur cinq (20,5%) avec une consommation alimentaire faible ou limite se trouve à Brazzaville ; 22% sont dans les Départements des Plateaux, 12% sont dans le Département de la Cuvette, et 12% dans le Pool. Ces quatre régions administratives comprennent deux tiers des ménages avec une consommation faible ou limite.

En matière de stratégies de subsistance, les Agriculteurs (15%) et Dépendants (13%) sont les seuls groupes à avoir au moins 10% des ménages avec une consommation alimentaire faible ou limite. La proportion de ménages avec une faible consommation alimentaire est la plus élevée parmi les Dépendants. Les Travailleurs journaliers, et Petits Commerçants qui avaient été identifiés comme vulnérable sur base de la forte proportion de ménages dans les quintiles de richesse et de dépense les plus faibles ont peu de ménages avec une faible consommation alimentaire, mais les proportions de ménages avec une consommation alimentaire faible sont élevées. L'analyse montre, en outre, que 58% des ménages avec une consommation alimentaire faible ou limite sont des Agriculteurs, et 12% sont des Travailleurs journaliers.

Figure 27: Classes de Consommation Alimentaire par Stratégies de Subsistance (% Ménages)



Outre des différences entre Départements et stratégies de subsistance, d'autres caractéristiques des ménages sont statistiquement associées à la consommation alimentaire. Seules les associations bilatérales sont explorées ici.

1. Toujours considérant les **activités**, les données de l'AASAV suggèrent que les ménages avec plus d'une activité ont moins fréquemment une consommation alimentaire faible ou limite : 10% des ménages avec une seule activité ont une consommation alimentaire faible ou limite, comparé à 5,5% parmi ceux avec deux activités, et 4,4% pour ceux avec trois activités ou plus. Les différences sont statistiquement significatives ($p < 0.01$)
2. Les ménages dirigés par un individu avec un plus faible **niveau d'éducation** ont, en moyenne, plus fréquemment une consommation alimentaire limite ou faible.

Table 7: Niveau d'Education et Classes de Consommation Alimentaire (% Ménages)

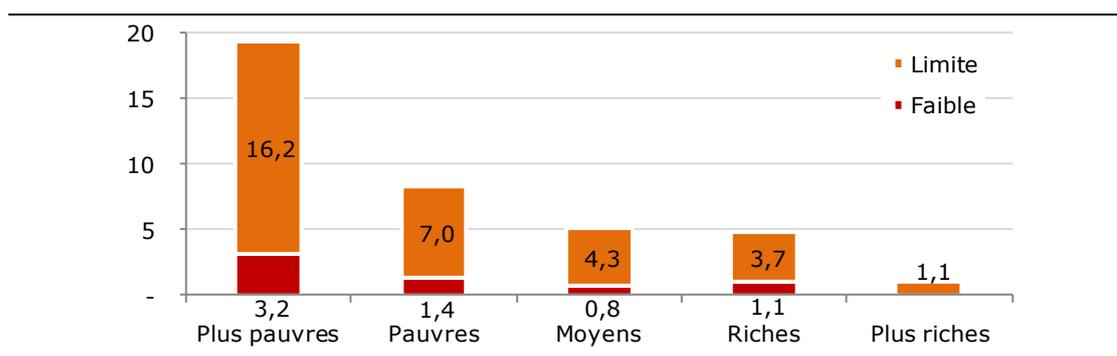
Classes de Conso. Alimentaire	Education					Ni lire, ni écrire	Lire	Lire et écrire
	Aucun	1 ^{er} niveau second. (CEG, CET)	2 ^{eme} niveau second. (Lycée)	Univ.	Post univ			
Faible	2.9	2.4	1	0.9	0.2	3.8	1.4	0.8
Limite	9.6	7.4	6.4	2.3	3.2	13.8	8.7	4.8
Acceptable	87.5	90.2	92.6	96.8	96.5	82.5	89.9	94.4

3. Les ménages dirigés par une **femme** ne sont pas statistiquement plus à risque d'avoir une consommation alimentaire faible ou limite comparée à ceux dirigés par un homme. Toutefois, parmi les ménages qui sont dirigés par un **couple**, 9,9% ont une consommation alimentaire faible ou limite, comparé à 6,7% parmi ceux dont le chef de ménage est célibataire (veuf, séparé, ou jamais marié). Les différences sur base du statut matrimonial (couple vs. célibataire) sont statistiquement significatives (Pearson's $r = 8,1$ $p < 0,01$)
4. La **taille du ménage** est inversement associée avec la consommation alimentaire ($F 8.1$, $p < 0.01$). Parmi les ménages avec une consommation alimentaire faible, la taille moyenne des ménages est de 4,7. Parmi ceux avec une consommation limite, la taille moyenne du

ménage est de 5,6. Enfin pour ceux avec une consommation alimentaire acceptable, la taille moyenne des ménages est de 6,3.

5. Au niveau national, le score de consommation alimentaire est statistiquement associé avec **l'indice de richesse** ($r^2 = 0,43$, $p < 0,01$). L'analyse des quintiles de richesse montre que 3,2% des ménages dans le quintile le plus pauvre ont une consommation faible, et 16,2% ont une consommation limite. Les proportions de ménages avec une consommation faible et limite diminuent lorsque l'indice de richesse augmente.

Figure 28: Classes de Consommation Alimentaire par Indice de Richesse (% Ménages)



6. Toutefois, la relation entre consommation alimentaire et statut économique n'est pas parfaite. Les **dépenses alimentaires et non-alimentaires** moyennes augmentent avec l'amélioration de la consommation alimentaire. Toutefois la relation n'est pas linéaire, surtout lorsque les dépenses et revenus sont considérés par personne, et non pas simplement par ménage.

Table 8: Revenus et Dépenses par Classes de Consommation Alimentaire (% Ménages)

Classes de Conso. Alimentaire	Revenus mensuels per capita	Revenus mensuels totaux	Dépenses non-alimentaires mensuelles	Dépenses alimentaires mensuelles	Dépenses mensuelles	Dépenses mensuelles per capita
Faible	23 000	51 000	25 000	22 000	46 000	23 000
Limite	12 000	48 000	27 000	26 000	53 000	12 000
Acceptable	24 000	116 000	63 000	75 000	138 000	27 000
Total	23 000	111 000	61 000	71 000	132 000	26 000

7. Les ménages avec une faible consommation alimentaire mentionnent plus fréquemment avoir été affecté par au moins un **choc** au cours des 12 mois précédant l'enquête (74%), comparé à ceux avec une consommation limite (67%) et une consommation acceptable (64%). L'indice de stratégie de survie réduit est de 12,7 parmi les ménages avec une consommation faible ; 11,6 pour ceux avec une consommation limite; et 7,6 pour ceux avec une consommation acceptable. Les différences entre moyennes sont statistiquement significatives. (F26,3, $p < 0,01$)

ANALYSE MULTIVARIÉES DES CAUSES DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

La sécurité alimentaire est un concept complexe qui reflète plusieurs dimensions, incluant la disponibilité, l'accès et l'utilisation des aliments. Le score de consommation alimentaire est utilisé de façon courante comme mesure indicative de la sécurité alimentaire d'un ménage. C'est une

mesure relativement simple et rapide qui reflète les différentes dimensions de la sécurité alimentaire. En outre, comme le montre l'analyse des associations entre différentes variables au niveau bilatéral, le score de consommation est associé avec plusieurs variables qui sont généralement associées à la sécurité alimentaire, comme l'indice de richesse. La consommation alimentaire est donc utilisée comme mesure de l'insécurité alimentaire dans cette analyse.

Les associations bilatérales présentées dans la section précédente sont indicatives de tendances générales, mais une analyse multi-variée est nécessaire pour identifier les variables qui sont le plus significativement associées à l'insécurité alimentaire en contrôlant les autres facteurs. Pour ce faire, une régression linéaire a été utilisée avec comme variable Dépendante du score de consommation alimentaire (variable continue). Les variables explicatives sont les caractéristiques socioéconomiques des ménages et des villages. A cause de la forte colinéarité entre les Départements et les stratégies de subsistance, une seule des deux variables est entrée dans le modèle (Départements). Les résultats de la régression montrent que, toutes autres variables maintenues constantes, les caractéristiques suivantes influencent significativement la consommation alimentaire des ménages. (Le R² ajusté pour la régression est de 0,36).

7. **L'âge du chef de ménage** : chaque année additionnelle se traduit par une diminution du score de consommation d'un coefficient de 0,09.
8. **Alphabétisation** du chef de ménage : les ménages dirigés par un individu qui sait lire et écrire ont, en moyenne, un score de consommation supérieur.
9. Une augmentation de **l'indice de richesse** et des **dépenses alimentaires mensuelles** se traduit par une augmentation du score de consommation, suggérant un lien entre pauvreté et sécurité alimentaire. Bien que cette association soit valable au niveau national, il faut noter que des différences peuvent apparaître au niveau des départements. Par exemple, bien que la proportion de ménages dans le plus pauvre quintile de richesse soit de 80% dans le Likouala (le plus élevé), seul 5% des ménages y ont un score de consommation faible ou limite. L'interprétation des résultats doit donc tenir compte du fait qu'en moyenne, des ménages avec un faible indice de richesse auront plus de risque d'avoir un faible score de consommation, mais tous les ménages avec un faible indice de richesse n'ont pas forcément un faible score de consommation.

	Indice de Richesse	Score de Consommation Alimentaire		
	% Plus Pauvre Quintile	% Faible	% Limite	Total (Faible + Limite)
Kouilou	18.8	0.8	2.4	3.2
Niari	42.9	1.4	8.8	10.2
Lekoumou	59.6	8.5	17.0	25.5
Bouenza	36.1	2.6	7.2	9.8
Pool	30.6	1.5	9.8	11.3
Plateaux	64.3	4.4	25.8	30.2
Cuvette	66.8	1.5	14.9	16.4
Sangha	57.4	1.9	3.7	5.6
Likouala	80.0	1.0	4.0	5.0
Brazzaville	0.3	0.8	3.6	4.4
Pointe Noire	0.0	0.3	2.1	2.4
Total	20.0	1.3	6.5	7.8

10. Une augmentation de l'indice de **stratégie de survie**, c'est-à-dire une utilisation accrue de ces mécanismes, se traduit par une diminution du score de consommation. Ceci confirme le lien entre un choc qui force le ménage à utiliser des stratégies de survie et leur sécurité alimentaire.

11. Tout autre facteur maintenu constant, **l'accès à la terre** se traduit par un meilleur score de consommation.

12. Parmi les **Départements** (strates), et considérant la ville de Pointe-Noire comme référence, tous les Départements ont un score de consommation statistiquement inférieur à la référence, sauf Kouilou, où la différence n'est pas statistiquement significative. L'analyse des coefficients suggère que c'est dans les Départements de Lekoumou, Plateaux, et Cuvette que le score est le plus faible.

	Coefficients Non standardisés		Coefficients Standardisés		Sig.
	B	Std. Error	Beta	t	
(Constant)	61,52	2,17		28,41	<0,01
Alphabétisation du chef de ménage	2,84	0,72	0,07	3,93	<0,01
Age du chef de ménage	-0,09	0,03	-0,06	-3,61	<0,01
Dépenses alimentaires (+1000 FCFA)	0,14	0,01	0,37	19,10	<0,01
Indice de Richesse (+1 point)	2,53	0,42	0,17	6,01	<0,01
Indice de Stratégie de Survie	-0,19	0,04	-0,08	-4,65	<0,01
Accès à la terre	6,11	1,00	0,15	6,12	<0,01
<i>(Départements -ref = Pointe-Noire)</i>					
Kouilou	-2,43	2,12	-0,02	-1,15	0,25
Niari	-9,00	2,11	-0,09	-4,27	<0,01
Lekoumou	-14,49	2,67	-0,10	-5,43	<0,01
Bouenza	-12,43	2,01	-0,13	-6,19	<0,01
Pool	-10,36	1,76	-0,13	-5,91	<0,01
Plateaux	-22,71	2,11	-0,22	-10,76	<0,01
Cuvette	-17,22	1,94	-0,20	-8,88	<0,01
Sangha	-7,41	2,87	-0,05	-2,58	0,01
Likouala	-6,02	2,41	-0,05	-2,50	0,01
Brazzaville	-6,93	0,91	-0,16	-7,60	<0,01

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

PROFILS SYNTHÉTIQUES DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Bien que la pauvreté et l'insécurité alimentaire existent dans tous les groupes de subsistances et tous les Départements, l'AASAV permet de distinguer des groupes prioritaires et d'établir des pistes d'interventions alimentaires et non-alimentaires. Pour l'ensemble de la population, 7,8% des ménages, soit 216 000 personnes, sont considérées en insécurité alimentaire, dont 1,3% ayant une sécurité alimentaire faible, soit 37 000 personnes, et 6,5% ayant une sécurité alimentaire modérée, soit 179 000 personnes.

Priorités Géographiques

D'un point de vue prévalence de l'insécurité alimentaire **en milieu rural**, les priorités géographiques sont les Départements de Lekoumou, Cuvette, et Plateaux. Dans ces trois Départements, plus de 15% des ménages ont une consommation alimentaire faible ou limite. Les caractéristiques principales des Départements prioritaires en comparaison avec les autres Départements sont :

- Lekoumou C'est dans le Lekoumou que l'on trouve la plus forte proportion de ménages avec une consommation alimentaire faible (8,5%) ; 96% de la population se trouve dans les deux plus pauvres quintiles de richesse, et beaucoup ne savent ni lire ni écrire. Les deux principales stratégies de subsistance sont les Agriculteurs (71%), et les Petit Commerçants (13%). Plusieurs indicateurs de l'AASAV démontrent la vulnérabilité des ménages dans ce Département. La pauvreté y est importante, et l'on y trouve les plus fortes proportions de ménages qui utilisent de sources non protégées d'eau de boisson, et le feu de bois pour l'éclairage. Non seulement l'utilisation d'eau non-protégée est fréquente, mais en plus, c'est dans ce Département que la distance à la source d'eau est la plus grande. La difficulté d'approvisionnement en eau peut expliquer l'absence d'eau et de savon pour se laver les mains après avoir utilisé les toilettes dans 41% des ménages C'est dans le Lekoumou que la plus grande proportion de ménage contient des migrants. En rapport avec la consommation alimentaire, ce groupe a la plus faible consommation de protéines animales. Enfin, plus de 90% utilisent des mécanismes d'adaptation.
- Plateaux C'est dans le Département des Plateaux que l'on trouve la deuxième plus forte proportion de ménages avec une faible consommation (4%), mais aussi la plus forte proportion de ménages avec une consommation alimentaire limite (26%). Ce qui fait qu'au total, près d'un ménage sur trois a une consommation limite ou faible. Considérant le statut économique, deux ménages sur trois (64%) sont dans le plus pauvre quintile de richesse et 27% dans le deuxième plus pauvre quintile. Toujours liée à la pauvreté, l'utilisation de paille est plus fréquente qu'ailleurs pour la toiture, ainsi que l'utilisation de terre pour les murs – ce qui se traduit par des logements moins durables. Plus d'un ménage sur deux n'utilise pas latrines, et les sources d'eaux sont parmi les plus éloignées en moyenne. La consommation de céréales, tubercules et légumineuses est la plus faible dans les Plateaux, mais on y consomme, en moyenne, d'avantage de légumes que dans la plupart des autres Départements. Enfin, plus de 90%

utilisent des mécanismes d'adaptation. Comme dans le Lekoumou, les principales stratégies de subsistance sont l'agriculture (73%), et le petit commerce (10%).

Cuvette Le troisième Département prioritaire est celui de la Cuvette. Dans ce Département, 1,5% des ménages ont une consommation alimentaire faible, ce qui est similaire aux autres Départements. Toutefois, la proportion de ménages avec une consommation limitée est nettement plus importante, à 15%. Comme pour les deux autres Départements prioritaires, les principales stratégies de subsistance sont l'agriculture (81%), et le petit commerce (10%). La pauvreté est marquée dans ce Département, avec 97% des ménages dans les deux plus pauvres quintiles de l'indice de richesse. Les matériaux de construction sont rarement durables, et plus fréquemment la paille ou la terre, et plus d'un ménage sur trois (34%) n'utilise pas de latrines.

Ensemble ces trois Départements en milieu rural regroupent 43% de tous les ménages avec une consommation alimentaire faible. Toujours en zone rurale, le Département de Likouala constitue un deuxième niveau de priorité. Bien que les indicateurs de consommation alimentaire soient dans la moyenne, le Département de Likouala a une très forte proportion de ménages dans les plus pauvres quintiles de richesses, et a généralement parmi les moins bons indicateurs liés à la pauvreté, tels que les matériaux de construction, l'accès à l'eau, ou l'absence de latrines.

En **milieu urbain**, Brazzaville constitue une zone prioritaire. Bien que la prévalence de ménages en insécurité alimentaire n'y soit que de 0,3%, la ville comprend 20% de tous les ménages en insécurité alimentaire. Ceci est dû à la forte concentration de la population dans cette zone. Les caractéristiques de l'insécurité alimentaire en zone urbaine peuvent être fortement différentes de celles en milieu rural. Des analyses supplémentaires sont nécessaires pour mieux comprendre les composantes et dynamiques de l'insécurité alimentaire en milieu urbain.

Priorités des Groupes de Stratégie de Subsistance

Parmi les groupes de stratégie de subsistance les Agriculteurs (14,7%) et Dépendants (13,5%) sont les seuls groupes à avoir plus de 10% des ménages avec une consommation alimentaire faible ou limitée. Ces deux groupes ont en outre une forte proportion de ménages dans les quintiles les plus pauvres de l'indice de richesse et indice des dépenses. Les caractéristiques de ces groupes ont été discutées dans le chapitre sur le capital économique, mais il est important de préciser que si les Agriculteurs sont logiquement principalement situés dans les zones rurales, plus de 40% des Dépendants se trouvent à Brazzaville.

Groupes Prioritaires

Sur base des priorités géographiques et de stratégies de survie, les deux grands groupes prioritaires sont (1) les ménages Agriculteurs dans les Départements de Lekoumou, Plateaux, et Cuvette, et (2) les Dépendants à Brazzaville. D'autres facteurs à prendre en compte sont ceux identifiés dans l'analyse des variables associées à l'insécurité alimentaire, y compris l'âge et le niveau d'éducation du chef de ménage (alphabétisation), et le statut économique (indice de richesse, niveaux des dépenses). Dans la dernière section, des pistes d'interventions sont proposées.

RECOMMANDATIONS

Sur base des groupes prioritaires et des caractéristiques de l'insécurité alimentaires discutées dans ce rapport, les principaux axes d'interventions sont :

5. Renforcer la production agricole

Cible : Agriculteurs, Départements de Lekoumou, Plateaux, et Cuvette

Les Agriculteurs sont le groupe le plus sensible à l'insécurité alimentaire dans les zones rurales. Plus que tout autre groupe, ils dépendent de leur propre production pour assurer leur subsistance. Considérant la faible mise en valeur des terres et les possibilités d'intensification de la production agricole, il est important d'investir dans la vulgarisation agricole, l'amélioration de l'accès aux intrants, y compris les semences améliorées, et l'amélioration de l'accès aux marchés pour assurer le revenu des Agriculteurs.

6. Améliorer l'accès à des sources d'eaux protégées et des sanitaires adéquats

Cible : Agriculteurs, Départements de Lekoumou, Plateaux, et Cuvette

les zones prioritaires ont toutes parmi les plus mauvais indicateurs en matière d'accès à l'eau et l'utilisation de latrines. Il est important d'investir dans la vulgarisation et le développement des infrastructures.

7. Supporter et renforcer les systèmes d'entraide et réseaux sociaux

Cible : Dépendants, Brazzaville

L'entraide communautaire est la principale source de support pour les ménages au Congo, particulièrement les Dépendants. Il est nécessaire de travailler avec le gouvernement et la société civile pour s'assurer que les plus vulnérables ont accès à des services de base et au moins l'aide alimentaire nécessaire.

8. Renforcer le suivi des prix dans le cadre d'un système d'alerte précoce

Cible : Tous

La population de la République du Congo dépend fortement des marchés pour son approvisionnement alimentaire, même les Agriculteurs. La hausse des prix est identifiée comme un des chocs les plus fréquents, avec des effets à long terme. Il est important d'assurer un suivi national des prix et d'informer le marché sur la valeur des aliments. Une hausse rapide des prix doit être adressée via des mécanismes de stabilisation, par exemple via l'utilisation de réserves alimentaires.

De façon plus générale, il importe de renforcer la place de la sécurité alimentaire dans une politique intégrée de développement humain durable. La production pétrolière est sur le déclin, et les revenus sont sensibles à la volatilité des prix sur le marché international. Les revenus du pétrole doivent être investis pour une diversification et stabilisation de l'économie, y compris le secteur agricole, et le développement du capital humain, principalement par l'appui des services d'éducation et de santé.